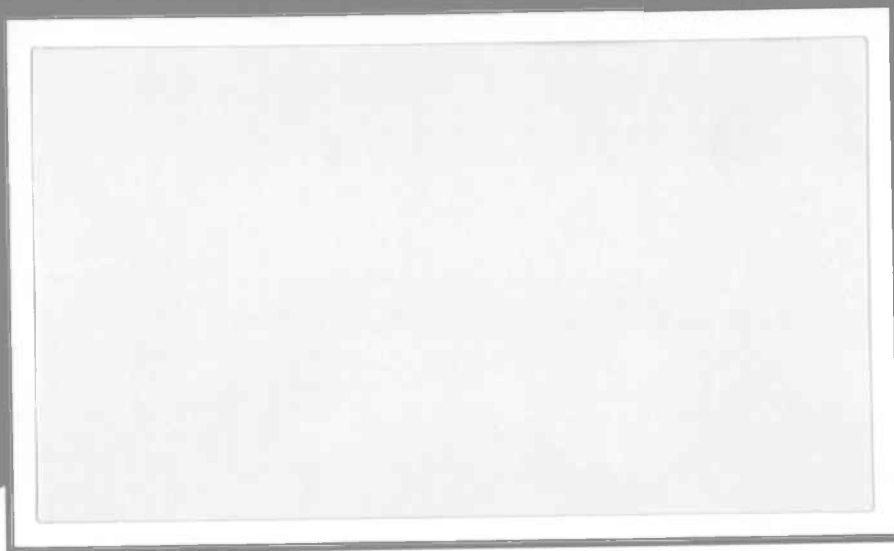


*Centre de recherche
pour l'étude
et l'observation
des conditions
de vie*



Sou2007-1953

IDENTIEL

142, rue du Chevaleret

75013 PARIS

Tél. 01 40 77 85 00

Fax 01 40 77 85 09

**CREDOC – DIRECTION
IMPORTANT**

Ce rapport est actuellement soumis à embargo ou à diffusion restreinte par le commanditaire de l'étude dont il traite. Il vous est adressé au titre de vos responsabilités à l'égard du centre.

**NOUS VOUS DEMANDONS DE NE PAS LE
DIFFUSER**

CRÉDOC

L'ENTREPRISE DE RECHERCHE



Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français »

**Début 2007 : Insatisfaite et impatiente, l'opinion
est tenaillée par un profond désir de changement**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2007

21 MARS 2007

142, rue du Chevaleret
75013 - PARIS



Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français »

**Début 2007 : Insatisfaite et impatiente, l'opinion
est tenaillée par un profond désir de changement**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2007

21 MARS 2007

142, rue du Chevaleret
75013 - PARIS

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANÇAIS

Le département « Conditions de vie et Aspirations des Français » est composé de :

- . Georges Hatchuel (Directeur Général Adjoint du CREDOC)
- . Régis Bigot, Sylvie Bourdon, Patricia Croutte, Isabelle Delakian, Franck Delpal, Catherine Duflos, David Foucaud.

CREDOC

Président : Bernard Schaefer

Directeur Général : Robert Rochefort

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Introduction : Insatisfaite et impatiente, l'opinion est tenaillée par un profond désir de changement	1
1. Jamais, depuis vingt-neuf ans, la demande de réformes radicales de la société n'avait été aussi élevée.....	3
2. Le pessimisme sur le niveau de vie collectif est à son comble, accentuant la dégradation du moral individuel	12
3. Attentes de contrôles et interrogations sur les effets déresponsabilisants de certaines aides publiques : « le retour du social » n'aura duré qu'un an	27
4. Les inquiétudes des Français ne reculent guère. La mondialisation elle-même vient se surajouter aux appréhensions collectives	38
5. Le modernisme en matière de mœurs est à son point le plus haut depuis 1979	46
En guise de conclusion	51
<i>Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2007</i>	<i>53</i>

* * *

*



21 Mars 2007

G. Hatchuel

Début 2007 : Insatisfaite et impatiente, l'opinion est tenaillée par un profond désir de changement

Une chose est sûre : **les Français veulent que « ça change »**. Voilà la **phrase-clé** de ce début 2007. Car comment exprimer autrement la **défiance** actuelle du corps social : la population hexagonale, insatisfaite et rongée par deux années successives de déprime collective, aspire à un changement profond ; elle attend, comme une impérieuse nécessité, de « **voir les choses bouger** ». Là est le premier enseignement, certes abrupt, mais incontournable, apporté par les résultats de la vague de janvier 2007 de l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* ».

Il est vrai que l'enquête « Aspirations » permet, depuis presque trois décennies, d'observer les principaux mouvements de fond traversant la société française. Et le suivi, sur longue période, de quelques opinions révélatrices de l'état d'esprit du corps social fait bien ressortir la spécificité de ce début 2007 : **jamais, depuis 1979, la demande de réformes radicales de la société n'avait été aussi élevée** ; jamais, depuis une décennie, **le pessimisme collectif** n'avait été aussi aigu que ces deux dernières années. D'ailleurs, **l'insatisfaction** de la population retrouve le niveau record qui avait été le sien en 1997, au plus profond de la « crise » des années 90 (voir, en annexe, « *l'Espace des Opinions* »).

Mais qu'on ne se méprenne surtout pas : l'aspiration au renouveau, même si elle est profonde, reste **imprécise**, encore « abstraite » pour l'opinion elle-même. **Comme si le désir de changement l'emportait largement dans les esprits sur l'orientation même qu'on voulait donner à ce changement** : la situation actuelle se caractérise plus, en effet, par un cumul de ressentiments, une exacerbation des mécontentements et un désir irrépressible de changer « tout ce qui ne va pas », que par des attentes spécifiques, clairement identifiées et concrètement définies. Autrement dit, le changement exigé répond au désenchantement du corps social et à la méfiance exacerbée qu'il affiche à l'égard du fonctionnement de la société, de ses institutions et de ses gouvernants, qu'il

accuse, d'abord et avant tout, **d'impuissance**, auxquels il reproche surtout **une incapacité** à modifier véritablement « le cours des choses ».

C'est en fait ce que nous écrivions déjà l'an dernier¹. Mais précisément, **l'impatience a gagné**. Car peu de choses ont changé en un an dans le malaise de l'opinion : 80% de nos concitoyens considèrent toujours que le niveau de vie de **l'ensemble** des Français **se dégrade** ; les tensions sur les revenus individuels et sur **le pouvoir d'achat**, loin de régresser, s'amplifient ; **les inquiétudes** s'enkystent, révélatrices de la permanence de ce sentiment fataliste, insaisissable, d'omniprésence de dangers aussi bien hexagonaux (chômage, précarité, crise des banlieues, violences, ...) que planétaires (terrorisme, grippe aviaire, tempêtes, réchauffement climatique ...). La diabolisation de l'euro, comme celle de la **mondialisation**, sont d'ailleurs des signes parmi les plus flagrants de cette « défiance élargie », quasi-planétaire.

Même le « **retour du social** », que nous avons pointé du doigt l'an dernier, n'aura duré que le temps d'une saison : les préventions à l'égard des effets déresponsabilisants des aides sociales reprennent de l'ampleur. Il y a là un indice significatif du balancement **incertain** d'une opinion instable, tiraillée entre ses attentes et ses craintes, **prise entre l'envie de changement et une certaine incapacité à définir ce qu'elle veut voir changer**.

Finalement, **cinq éléments principaux** caractérisent l'état d'esprit de la population cette année :

1. **L'aspiration au changement est considérable**. La demande de réformes radicales n'avait jamais été, depuis vingt-neuf ans, autant exprimée.
2. **Le pessimisme collectif ne recule pas. Le moral individuel continue, quant à lui, à se dégrader**.
3. **La méfiance à l'égard des aides sociales reprend de l'ampleur**. Le « retour du social » n'aura duré qu'une vague d'enquêtes.
4. **Les peurs multiformes sont toujours présentes, s'élargissant même à une « mondialisation » que l'opinion diabolise de plus en plus**.
5. **Vrai élément « d'ouverture », le modernisme en matière de mœurs atteint un niveau inédit dans la société française**.

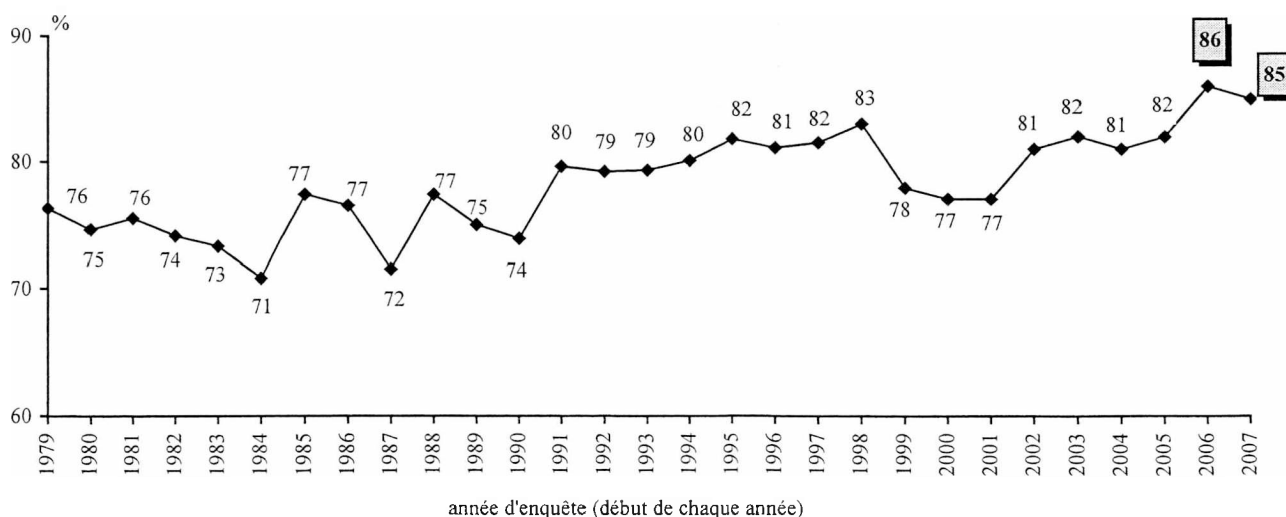
¹ Voir la Note de Conjoncture Sociétale du CREDOC : « *Début 2006 : Un profond malaise collectif mine le corps social* », Georges Hatchuel, Mars 2006.

1. Jamais, depuis vingt-neuf ans, la demande de réformes radicales de la société n'avait été aussi élevée

Peut-être pourra-t-il paraître paradoxal de commencer cette note par les **conséquences** de la situation actuelle, plutôt que par ses causes. L'impérieuse exigence de changement, celle qui caractérise le corps social en ce début 2007, n'est en effet que la résultante, l'aboutissement du pessimisme collectif, de ce « mal à l'âme » lancinant, qui drapent l'Hexagone depuis déjà plusieurs mois. Mais « **le désir de changement** » est tel aujourd'hui qu'il **crystallise l'attention**. Ce désir de renouveau masque presque d'ailleurs la morosité ambiante...

Quoi qu'il en soit, même si **la volonté réformatrice** des Français a toujours été, depuis 1979, d'un niveau élevé, on se souvient que, déjà l'an dernier, celle-ci avait atteint son record absolu. Et le recul n'est pas vraiment à l'ordre du jour : **85% de nos concitoyens estiment que « la société française a besoin de se transformer profondément »** ! Le taux était de 86% l'an dernier. En fait, les niveaux enregistrés ces deux dernières vagues sont les plus marqués de tous ceux relevés depuis 1979. Le pic de 1998 (83%) est manifestement dépassé (Graphique 1).

Graphique 1
Le pourcentage d'individus estimant que la société française a besoin de se transformer profondément

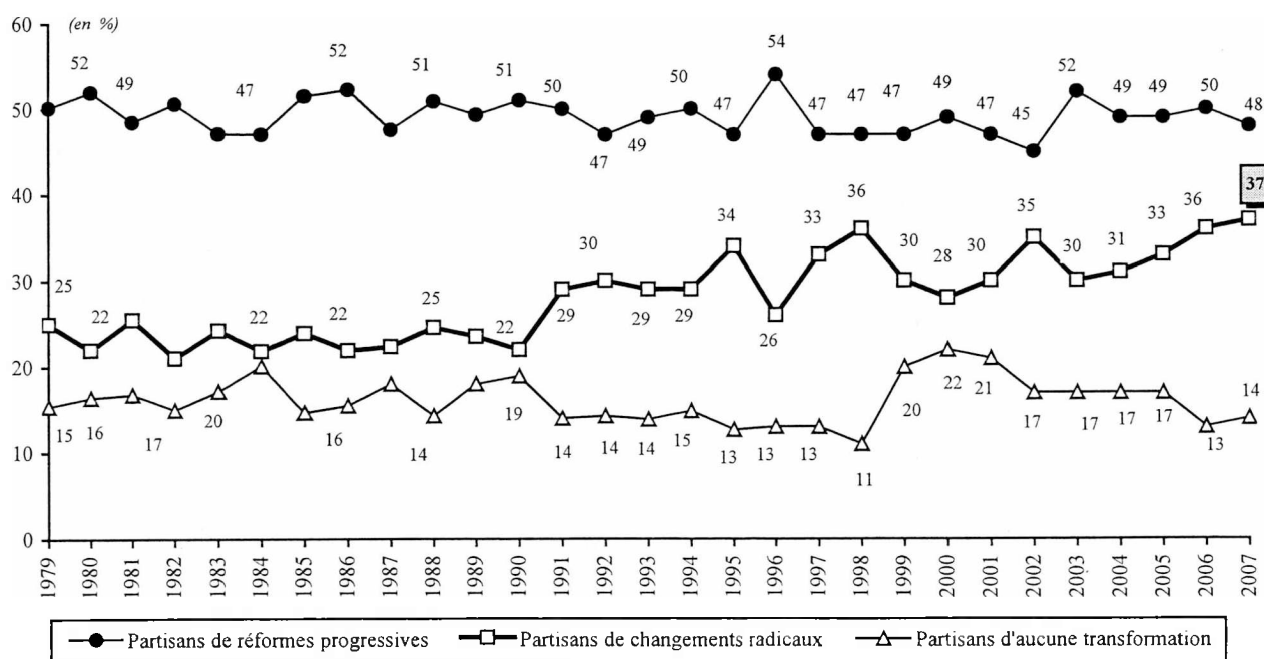


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Le plus frappant est que ce désir de réformes profondes de la société correspond à **une hausse relative du nombre de partisans de « changements radicaux » : 37%** de nos concitoyens sont concernés (+ 4 points en deux ans). C'est **le plus haut niveau** depuis la création du système d'enquêtes (Graphique 2).

Le taux atteint (37%) dépasse donc aussi bien celui constaté en début 1998 (36%), sept mois après l'arrivée de Lionel Jospin à Matignon, que celui enregistré en janvier 2002 (35%), trois mois avant la réélection de Jacques Chirac à la Présidence de la République. Les demandeurs de changements « significatifs » de la société sont donc aujourd'hui **plus nombreux** qu'à certains moments-clés de l'histoire récente de la vie politique du pays.

Graphique 2
La demande de réformes « radicales » culmine à son plus haut niveau historique



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Mais surtout, l'observation du « profil » des partisans actuels de changements radicaux confirme **l'état d'impatience collective** qui tourmente aujourd'hui le pays (Tableau 1) : la plupart des couches sociales sont touchées et pas seulement celles qu'on pourrait, en caricaturant, nommer les « habituées de la contestation ».

Certes, la demande de radicalité « explose » dans certains groupes « communément » mécontents et plus revendicatifs qu'en moyenne. C'est le cas par exemple chez les chômeurs, les ouvriers, les travailleurs indépendants, les diplômés du Bepc ou les non-diplômés : ces catégories font partie de celles qui expriment aujourd'hui, à **plus de 41%**, leur attente de changements « significatifs ».

Mais la progression de la demande de transformations sociétales a **aussi** affecté, ces deux dernières années, quelques catégories *a priori* peu habituées à ce qu'on nommera des velléités revendicatives : cadres supérieurs (15 points de plus en deux ans dans la demande de réformes radicales, contre + 4 en moyenne), sexagénaires (+ 10 points) ou personnes de 35-49 ans (+ 8 points), habitants de communes rurales (+ 9 points). Sans parler d'une montée notable de la radicalité dans certaines régions : 44% de « radicaux » dans l'Est de la France (+ 7 points), 39% dans le Sud-Ouest (+ 11 points).

Ce sont ces deux mouvements différents, mais bel et bien **convergents**, que fait ressortir le Tableau 1.

Tableau 1
La montée du radicalisme a affecté aussi bien des groupes revendicatifs
que d'autres, habituellement peu « contestataires »

(% d'individus souhaitant des réformes radicales de la société)

	Début 2005	Début 2006	Début 2007	Evolution 2005-2007
Groupes où le pourcentage de « radicaux » est aujourd'hui le plus élevé				
. Chômeur	37	42	49	+ 12
. Travailleur indépendant.....	38	41	48	+ 10
. Ouvrier	37	41	46	+ 9
. Diplômé du Bepc.....	36	38	44	+ 8
. Réside dans la région Est	37	42	44	+ 7
. Revenus compris entre 2 300 et 3 100 €/mois.....	32	41	41	+ 9
. Ne dispose d'aucun diplôme	34	40	41	+ 7
Groupes où le pourcentage de « radicaux » a cru sensiblement ces deux dernières années				
. Cadre supérieur.....	24	29	39	+ 15
. Réside dans la région Sud-Ouest.....	28	29	39	+ 11
. A de 60 à 69 ans	28	36	38	+ 10
. Réside dans une commune de moins de 2 000 hab.....	29	35	38	+ 9
. A de 35 à 49 ans	32	37	40	+ 8
Ensemble de la population.....	33	36	37	+ 4

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

En fait, cette insatisfaction diffuse et envahissante, cette **convergence** des attitudes tient à la propagation, dans l'ensemble des franges du corps social, d'un profond malaise lié à l'omniprésence du pessimisme collectif (voir plus loin) : beaucoup, quelle que soit leur appartenance socio-démographique, voient dans l'évolution supposée négative de la conjoncture, dans les dysfonctionnements des institutions, voire dans les effets pervers de certaines décisions gouvernementales, les preuves **d'un immobilisme néfaste**. Cette exaspération face à « tout ce qui ne fonctionne pas bien dans notre société » est probablement un des facteurs moteurs de l'uniformisation de la demande de « radicalité » et de sa progression actuelle : cette exigence dépasse maintenant, **presque partout**, les 35%.

Même si quatre exceptions sont à relever : le taux est encore « faible » – tout est relatif – chez les salariés du secteur public en contrat à durée indéterminée (29%), chez les membres de professions intermédiaires (29%), chez les diplômés du supérieur (29%) et chez les titulaires de plus de 3 100 € par mois (31%).

Mais il est une autre preuve, encore plus flagrante, de cette **aspiration irrépressible au changement** et de cette critique généralisée de « tout ce qui ne marche pas » dans l'Hexagone : une série de nouvelles questions ont été insérées cette année dans l'enquête, sur les **changements de fond** à apporter dans la société française. Les griefs sont quasi unanimes alors même que les thèmes abordés étaient volontairement lourds de sens (Tableau 2) :

- **88%** de la population estiment aujourd'hui qu'il faut apporter de profonds changements « **dans le système éducatif français** ».
- **83%** reconnaissent la nécessité de forts changements « **dans le fonctionnement des services publics** ».
- **81%** pensent la même chose pour le « **fonctionnement des institutions** ».
- **80%** attendent de sérieux changements « **en matière d'aide et de protection sociales** ».

Au total, comme une déferlante, **presque les deux tiers des Français (62% exactement) prônent les quatre types de changements à la fois**. Le chiffre est impressionnant. Certes, nous ne disposons pas d'antériorité sur ces questions,

permettant de comparer ces résultats à ceux d'enquêtes passées. Les griefs étaient peut-être déjà élevés il y a quelques années. Mais ils atteignent aujourd'hui, de toutes façons, un tel niveau en valeur absolue qu'on ne peut que prendre conscience de l'étendue des attentes : si le fonctionnement des institutions, voire le système éducatif, sont couramment mis en cause depuis quelques années, on ne s'attendait peut-être pas à un tel niveau de critiques du système de protection sociale, voire du fonctionnement des services publics.

Tableau 2
Une attente de changements considérable

A votre avis, faut-il, dans la société française, apporter de profonds changements ...

(en %)				
(Modalités classées dans l'ordre de présentation à l'enquête)	Oui	Non	Ne sait pas	Ensemble
. Dans le fonctionnement des institutions ?	81	17	2	100
. Dans le système éducatif ?	88	11	1	100
. Dans le fonctionnement des services publics ?	83	16	1	100
. En matière d'aide et de protection sociales ?	80	19	1	100
Réponse « oui » aux quatre changements à la fois (les « réformateurs profonds »)	62			

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2007.

Quoi qu'il en soit, le nombre de « **profonds réformateurs** » (c'est-à-dire les demandeurs de réformes sur les quatre sujets à la fois) varie finalement très peu entre les différentes catégories sociales, signe indiscutable de **l'impatience généralisée**, quasi unanime, de la population hexagonale : le taux ne descend jamais, quel que soit le groupe, au-dessous de **56%** (cas des diplômés du supérieur, cf. Tableau 3).

Le pourcentage de « réformateurs » va même jusqu'à atteindre 71% chez les employés, 74% chez les salariés en CDD ou en intérim et 70% dans le Sud-Ouest de la France. Mais il est également de 59% chez les cadres et de 60% chez les hauts revenus ! On en conviendra aisément au vu de ces chiffres : pour l'opinion dans son ensemble, **la machine institutionnelle est grippée**.

Tableau 3
Les « réformateurs » sont quasiment aussi nombreux, quels que soient l'âge,
le revenu ou le niveau de formation

*(% de « profonds réformateurs », c'est-à-dire de demandeurs
de réformes sur les 4 sujets évoqués au Tableau 2)*

. Moins de 25 ans	58
. 25 à 34 ans	65
. 35 à 49 ans	65
. 50 à 64 ans	63
. 65 ans et plus	57
. Moins de 900 €/mois	61
. 900 à 1 500€/mois	64
. 1 500 à 2 300 €/mois	63
. 3 100 €/mois et plus	60
. Ne dispose d'aucun diplôme	64
. Diplômé du supérieur	56
. Réside dans une commune de moins de 2 000 hab.	59
. Réside dans une agglomération de 20 000 à 100 000 hab.	69
. Réside à Paris – agglomération parisienne	58
Ensemble de la population	62

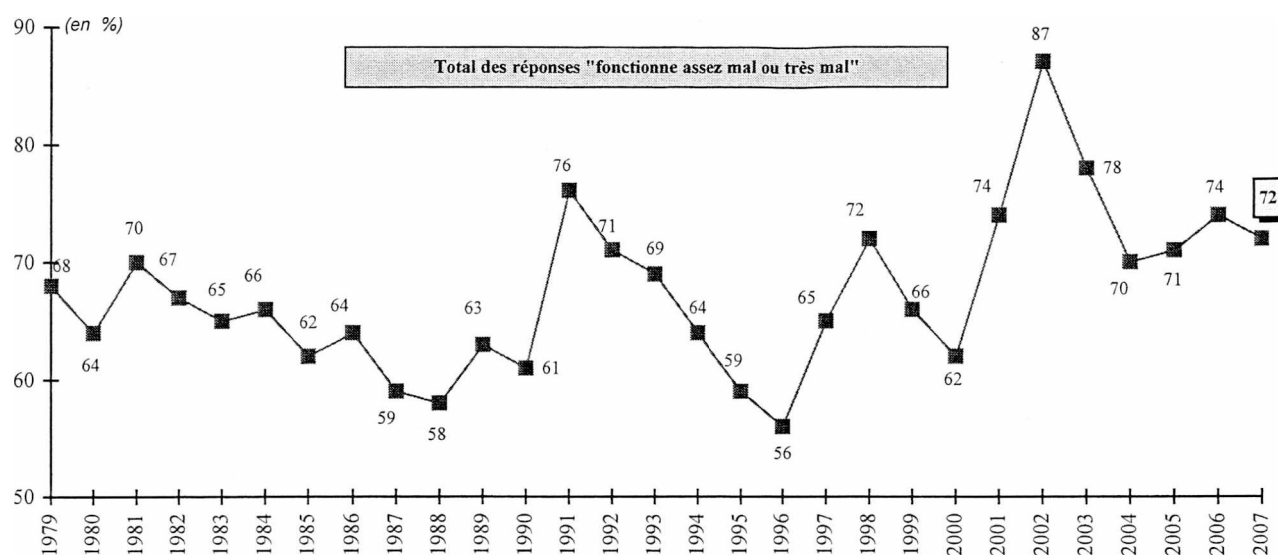
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2007.

Exemple de lecture : alors qu'en moyenne, 62% de la population préconisent des changements profonds sur les quatre sujets évoqués au Tableau 2, c'est le cas de 61% des bas revenus ou de 60% des hauts revenus.

Il n'est peut-être guère besoin de continuer à multiplier les exemples sur les critiques institutionnelles formulées par l'opinion. Même si l'on se doit de rappeler que la justice fait elle aussi toujours l'objet de nombreux jugements négatifs : **72%** de la population estiment que **l'institution judiciaire fonctionne mal dans notre pays** (Graphique 3). Le taux est, certes, un peu inférieur à celui enregistré l'an dernier (- 2 points), mais presque douze mois après l'affaire d'Outreau, la population garde manifestement la mémoire de certains dysfonctionnements judiciaires et de leurs méfaits. Même si on remarque qu'en 2002, les critiques étaient considérablement plus accentuées (87%).

Il reste que, dans notre enquête, 68% des enquêtés affirment que **la justice française « n'est pas aujourd'hui assez sévère à l'égard des délinquants »**.

Graphique 3
Le pourcentage d'individus estimant que la justice fonctionne mal en France



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Voilà donc décliné, en quelques lignes, comme une évidence incontournable, le constat majeur de ce début 2007 : l'opinion exprime **une profonde aspiration au changement**. Le désir de réformes est, sinon unanime, du moins très largement majoritaire, et cette attente acérée traverse **toutes** les couches de la société sans exception.

Mais quels changements la population hexagonale attend-elle précisément ? **Quelle orientation, quel sens** les Français veulent-ils voir donner aux réformes espérées ? Les changements escomptés sont-ils plutôt « progressistes » ou « conservateurs » ? Les réformes prônées répondent-elles plutôt à une soif de liberté ou à un besoin d'autoritarisme ? A une envie d'interventionnisme étatique accru ou à davantage de libéralisme économique ... ? Force est de constater qu'il est malaisé d'apporter réponse à ces interrogations. Ne serait-ce que **parce que le partage de l'opinion – et sa grande incertitude –, les contradictions mêmes sur plusieurs de ces thèmes sont manifestes**.

On peut cependant faire **trois constats principaux** :

- * D'abord, **pour presque les trois quarts de la population (72% exactement), la société française a aujourd'hui besoin de « plus d'ordre »**. Il est vrai que cette attente était encore plus marquée au début 2002, avant l'élection

présidentielle ; mais ce ne sont pas pour autant les options « libertaires » qui l'emportent aujourd'hui (Tableau 4). Les « profonds réformateurs » eux-mêmes² affichent également, à 76%, leur désir d'ordre.

Tableau 4
Selon vous, la société française a-t-elle aujourd'hui besoin, pour mieux fonctionner, de plus d'ordre ou de plus de liberté ?

	(en %)		
	Début 2001	Début 2002	Début 2007
. Beaucoup plus d'ordre	29	43	28
. Un peu plus d'ordre.....	46	42	44
. Un peu plus de liberté	18	11	20
. Beaucoup plus de liberté	6	2	5
. Ne sait pas	1	2	3
Total	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

- * Ensuite, l'opinion paraît aujourd'hui, même si elle est très **partagée**, plutôt **demandeuse de contrôles et de régulation** en matière économique : 54% des enquêtés considèrent que l'Etat devrait contrôler plus étroitement les entreprises plutôt que de leur donner plus de libertés. Cette opinion est plus affirmée cette année qu'en 2002 (+ 4 points, cf. Tableau 5). La demande d'accentuation de l'intervention étatique est d'ailleurs davantage formulée par les « réformateurs profonds » (57% la soutiennent).

Tableau 5
Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut faire confiance aux entreprises et leur donner plus de libertés ou qu'au contraire, il faut que l'Etat contrôle les entreprises et les réglemente plus étroitement ?

	(en %)		
	Début 2001	Début 2002	Début 2007
. Il faut plutôt faire confiance aux entreprises et leur donner plus de libertés	52	47	42
. Il faut plutôt que l'Etat contrôle les entreprises et les réglemente plus étroitement	46	50	54
. Ne sait pas	2	2	3
Total	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

² Demandeurs de réformes profondes sur les quatre sujets évoqués au Tableau 2.

- * Enfin, l'observation des opinions sur-représentées chez les demandeurs de réformes (« les réformateurs profonds ») apporte **plus d'informations sur leur malaise, sur les causes de leurs attentes de renouveau, que sur ce qu'ils souhaitent précisément comme changement.**

Ils se caractérisent, en effet, par **un profond pessimisme collectif** (84% estiment que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade, + 4 points par rapport à la moyenne), et **des inquiétudes plus acérées** (36% d'inquiets, + 5 points), notamment en matière d'agression dans la rue (+ 5 points).

Et ils affichent, nous l'avons déjà dit, une attente de « **beaucoup plus d'ordre** » (32%, + 4 points), ainsi qu'une **sérieuse critique de la justice** (72% pensent qu'elle n'est pas assez sévère à l'égard des délinquants, + 4 points).

Mais ils ne se singularisent pas beaucoup plus, sauf sur un point : eux-mêmes dénoncent plus souvent qu'en moyenne **certains effets pervers des aides sociales** et désirent, dans ce domaine, plus de **contrôles**. Deux exemples en témoignent : 55% sont « tout à fait » d'accord avec l'idée qu'« il y a beaucoup de gens qui font de fausses déclarations pour toucher les prestations familiales » (7 points de plus qu'en moyenne) et 50% estiment que « les Caisses d'Allocations ne contrôlent pas assez les situations individuelles des allocataires » (tout à fait d'accord, + 5 points).

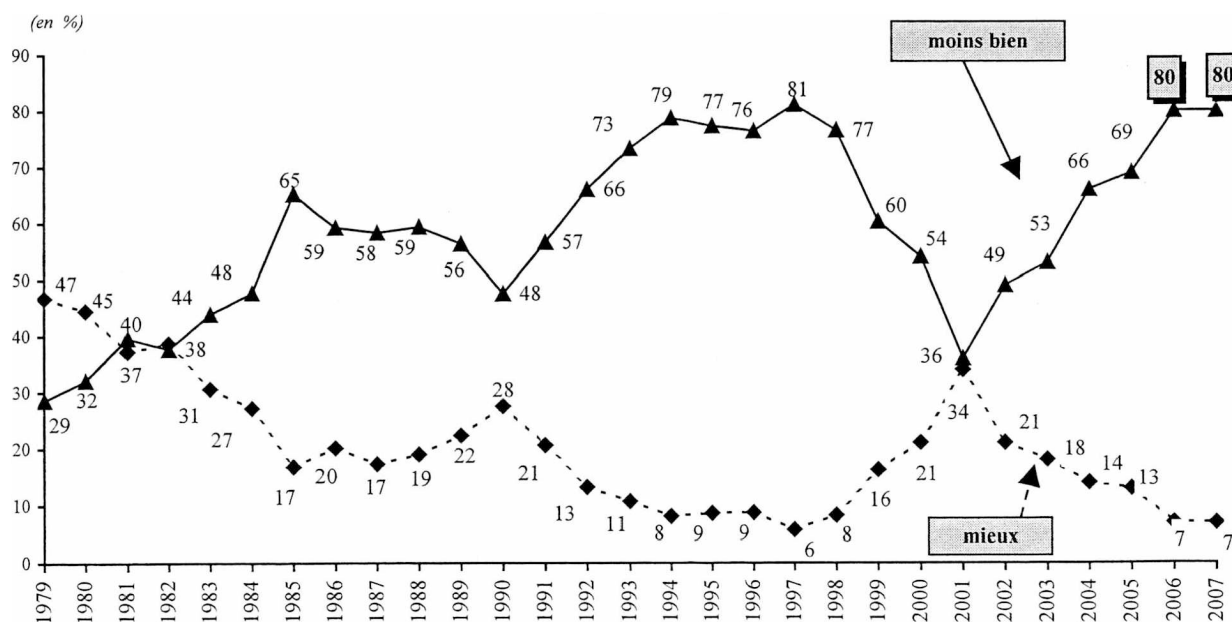
Voilà donc, en définitive, les **causes principales**, cumulées, de **l'impatience sociétale**, aiguë et exigeante, de ce début 2007 : spleen collectif, inquiétudes, interrogations sur les effets déresponsabilisants des aides sociales. Ce sont ces trois maux ressentis, nous allons le voir, et leur **superposition**, leur **empilement** même, qui marquent aujourd'hui le pays.

2. Le pessimisme sur le niveau de vie collectif est à son comble, accentuant la dégradation du moral individuel

Voilà bien la cause première de l'impatience de nos concitoyens et de leur exigence criante de changement : pour la deuxième année **consécutive**, **80%** de la population considèrent que **le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade** (Graphique 4). Le taux est aussi élevé qu'en 1997.

La situation est à vrai dire inédite : non seulement, depuis vingt-neuf ans, le doute collectif a rarement été aussi haut ; mais de plus, il se maintient à ce niveau préoccupant depuis presque vingt mois. Dès la vague de juin 2005 de notre enquête, en effet, le pessimisme touchait 81% de la population ; il en affectait 80% en janvier 2006, 82% en juin 2006 et quasiment autant aujourd'hui ! Finalement, la déception actuelle de l'opinion, et donc son **exaspération**, ne sont rien d'autre que la traduction du regard **défaitiste** que chacun porte sur la situation du pays et, surtout, de **l'enracinement du malaise** depuis quatre semestres.

Graphique 4
En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ... ⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

(1) Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique. Elles représentent cette année 12% des avis, comme l'an dernier.

Le plus troublant est **l'unanimité** des jugements : toutes les catégories socio-démographiques sont à l'unisson. Le malaise est en effet autant partagé par les groupes

du bas de l'échelle que par les couches aisées : entre 79% et 84% des enquêtés croient à une dégradation du niveau de vie de l'ensemble de la population (Tableau 6). C'est même le cas de 76% des diplômés du supérieur. Et si les moins de 25 ans sont un peu en retrait, 69% participent du même jugement.

Nous écrivions l'an dernier : « **la marée noire du pessimisme collectif a envahi les esprits** ». Aujourd'hui, douze mois après, elle n'a guère reflué ; elle continue au contraire à « **engluier** » les âmes. Le mal est installé ; le doute collectif, profond. Voilà, aux yeux de l'opinion, ce que le changement espéré devrait briser...

Tableau 6
En deux ans, le pessimisme sur la situation des « autres » s'est installé, y compris dans les classes moyennes et supérieures

(Pourcentage d'individus estimant que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade)

	Début 2005	Début 2006	Début 2007
. Revenus du foyer inférieurs à 900 €/mois	68	80	82
. Revenus du foyer compris entre 1 500 et 2 300 €/mois.....	72	81	77
. Revenus du foyer supérieurs à 3 100 €/mois.....	63	79	79
. Travailleur indépendant	67	76	81
. Cadre supérieur	64	82	80
. Profession intermédiaire.....	73	86	80
. Employé	76	81	81
. Femme au foyer	70	81	84
. Ouvrier	67	78	81
. Retraité	67	81	79
. Moins de 25 ans	56	67	69
. 25 - 34 ans	68	77	80
. 35 - 49 ans.....	74	83	83
. 50 - 64 ans.....	74	86	81
. Plus de 65 ans.....	65	79	80
Ensemble de la population	69	80	80

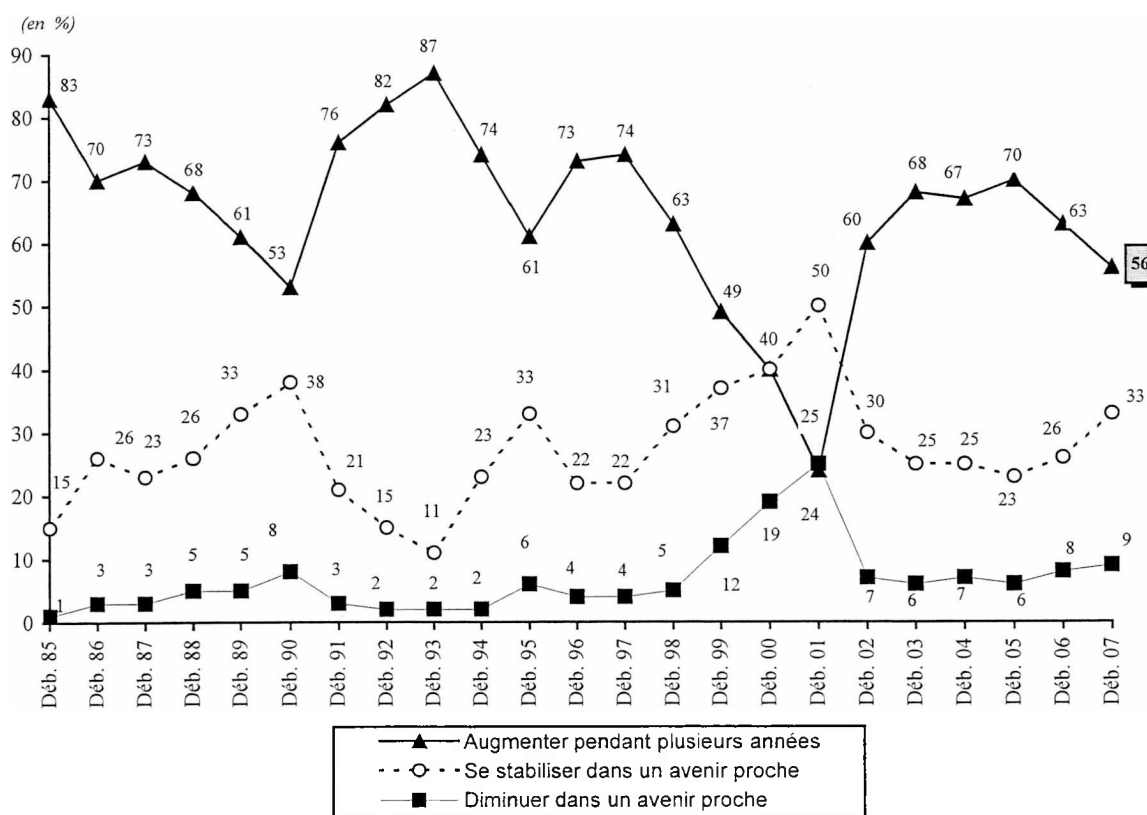
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Ce n'est d'ailleurs pas le moindre des paradoxes que de constater qu'après presque dix-huit mois de baisse du taux de chômage, les pronostics formulés par l'opinion sur l'évolution du mal ne s'améliorent pas aussi vite qu'on aurait pu l'espérer : **56% de la population estiment que le nombre de chômeurs va continuer à augmenter** (Graphique 5). La baisse des jugements négatifs est, bien sûr, très significative (- 7 points en un an, - 14 en deux ans), mais le **scepticisme** du corps social

– probablement lié au mal-être collectif ambiant – est symptomatique. La baisse quasi continue des chiffres du chômage ces derniers mois (le taux de chômage calculé par l'INSEE n'a jamais été aussi bas depuis 2001, voire 1983) ne semble pas avoir redonné confiance à nos concitoyens, ou plutôt ne semble pas avoir « soulagé » l'opinion dans des proportions identiques au recul statistique observé.

Graphique 5
Malgré une amélioration, une majorité de la population croit encore à une augmentation prochaine du chômage

A votre avis, le nombre de chômeurs va...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Est-ce dû à la permanence de l'idée que les gouvernants sont **impuissants** à juguler, dans la durée, le fléau du chômage ? Est-ce plutôt dû à des interrogations **soupçonneuses** sur la réalité du recul constaté (ne serait-il pas lié à de nouvelles modalités d'inscription ou de radiation des chômeurs ? Correspond-il à des créations d'emploi effectives ?...). Toujours est-il que les opinions négatives sur l'avenir du marché du travail continuent à être **majoritaires** presque partout et surtout chez les chômeurs eux-mêmes, dans les groupes d'employés, d'ouvriers, chez les bas revenus et chez les personnes ne disposant pas du baccalauréat.

Seuls échappent à cette morosité assez générale les cadres, les hauts revenus, les diplômés, les Franciliens et les moins de 25 ans : moins de 50% d'entre eux croient en la durabilité de la hausse du chômage (Tableau 7).

Tableau 7
Dans la plupart des groupes, on croit encore en majorité
à la poursuite de la hausse du chômage

	% d'individus estimant que le nombre de chômeurs va continuer à augmenter	Evolution 2006 - 2007
Groupes où le taux est parmi les plus élevés		
. Chômeur	65	- 5
. Employé.....	64	- 4
. Réside dans une agglomération de 2 000 à 20 000 hab.....	63	=
. Travailleur indépendant	62	- 6
. Ne dispose d'aucun diplôme.....	62	- 8
. Femme au foyer	61	- 5
. Revenus du foyer compris entre 900 et 1 500 €/mois.....	61	- 5
. A de 35 à 49 ans	61	- 6
. Ouvrier	60	- 7
Ensemble de la population	56	- 7
Groupes où le taux est le plus faible		
. Cadre (supérieur ou moyen)	49	- 11
. Moins de 25 ans	49	- 3
. Réside à Paris – Agglomération parisienne	48	- 15
. Revenus du foyer supérieurs à 3 100 €/mois	45	- 10
. Diplôme du supérieur	42	- 10

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Cette persistance des pronostics négatifs sur l'évolution du chômage est d'autant plus étonnante que le sentiment de **ne pas être personnellement menacé** par le fléau est largement partagé : 71% de la population (même chiffre que l'an dernier) ne ressentent pas cette menace pour eux-mêmes ou pour quelqu'un de leur foyer. Autrement dit, presque les trois quarts de nos concitoyens ne se considèrent pas eux-mêmes menacés par le chômage, alors que nombreux parmi eux partagent la conviction que le mal risque de toucher de plus en plus de Français. **La contradiction est flagrante.** Elle est probablement due à la défiance de l'opinion à l'égard des équipes en place.

C'est en tout cas ce que traduisent les données du Tableau 8 : **le crédit accordé au gouvernement** pour résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui au pays **n'est partagé que par 22% de la population**.

Autrement dit, la critique n'a jamais été aussi appuyée depuis cinq ans : la défiance, affichée par 73% du corps social, est du même ordre de grandeur que celle qui traversait l'Hexagone au début 2005, quelques mois avant la démission du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. Et, là aussi, l'unanimité est déconcertante : la défiance frôle ou dépasse les 60% dans **tous** les groupes socio-démographiques sans aucune exception. Elle atteint par exemple 77% chez les cadres, 76% chez les ouvriers, 65% chez les Franciliens, 65% chez les non-diplômés et 72% chez les diplômés de l'enseignement supérieur ; elle est aussi de 60% chez les plus de 70 ans ou de 75% chez les moins de 25 ans.

Tableau 8
Faites-vous confiance au gouvernement de Dominique de Villepin pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ?

	Pour comparaison : gouvernement Raffarin			(en %)	
	Début 2003	Début 2004	Début 2005	Début 2006	Début 2007
. Tout à fait confiance.....	8 } 46	4 } 28	3 } 23	3 } 26	2 } 22
. Plutôt confiance.....	38 } 46	24 } 28	20 } 23	23 } 26	20 } 22
. Plutôt pas confiance	26 } 49	29 } 67	32 } 74	35 } 69	33 } 73
. Pas du tout confiance	23 } 49	38 } 67	42 } 74	34 } 69	40 } 73
. Ne sait pas.....	5	4	3	5	5
Ensemble de la population	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

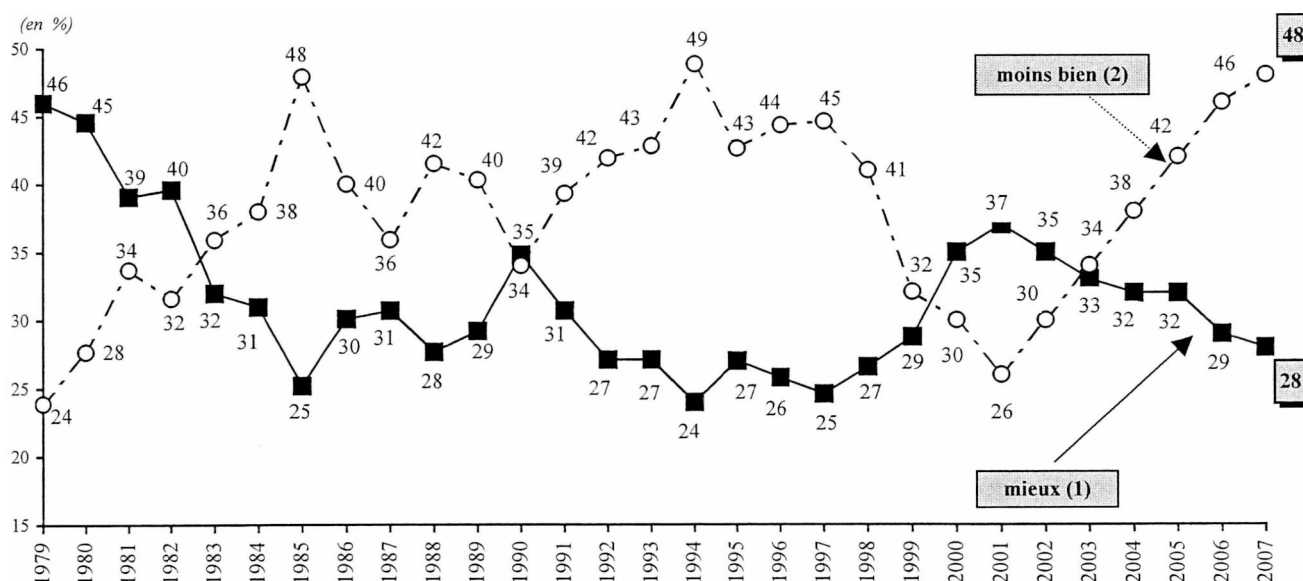
Pourquoi une telle morosité ? Essentiellement parce que le début 2007 se caractérise par **un cumul des tensions** : le fatalisme du regard porté sur les conditions de vie **collectives**, et son enracinement, s'accompagnent de **la disparition des quelques espoirs** qu'on pouvait déceler, il y a peu de temps, dans les jugements sur les situations **personnelles**. Les perspectives individuelles se sont en effet, elles aussi, assombries : **48% des Français croient maintenant à une détérioration de leur propre niveau de vie**. La situation est aussi morne qu'elle l'était en 1985 ou en 1994, lors des deux « records » précédents (Graphique 6).

Car c'est bien sûr en perspective que l'analyse prend tout son sens : on retrouve maintenant, pour les situations personnelles, le niveau des appréciations négatives que l'on observait pendant les années de « crise ». Le taux a gagné deux points ces douze derniers mois, après les 8 engrangés entre 2004 et 2006. Et, de fait, le **solde** entre jugements positifs et négatifs (- 20) est aujourd'hui du même ordre de grandeur que tous ceux recueillis entre 1992 et 1998 (de - 14 à - 25).

Autrement dit, le **moral individuel**, lui aussi, est en berne. Cette détérioration vient conforter, amplifier, les tourments collectifs qui assaillent le pays.

Graphique 6

En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...*



Solde : (1) - (2) :

+22	+17	+5	+8	-4	-7	-23	-10	-5	-14	-11	+1	-8	-15	-16	-25	-16	-18	-20	-14	-3	+5	+11	+5	-1	-6	-10	-17	-20
-----	-----	----	----	----	----	-----	-----	----	-----	-----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	-----	----	----	----	-----	-----	-----

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

* Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique. Elles représentent 24% des citations, contre 25% l'an dernier.

Cette **dégradation des perspectives individuelles** a touché la plupart des groupes sociaux. Certes, quelques-uns en ont été préservés cette année : cela concerne les employés, les 25-49 ans, les Franciliens et les diplômés du supérieur (Tableau 9). Mais dans toutes les autres catégories, on croit de plus en plus à une détérioration du niveau de vie individuel : le mouvement a été particulièrement sensible cette année chez les bas revenus, les ouvriers, les femmes au foyer, les 50-64 ans et les non-diplômés.

Ces fluctuations diverses mettent, en tout cas, en évidence une certaine opposition entre les jeunes d'un côté (nettement moins déprimés) et les seniors de l'autre (plus touchés).

Tableau 9
Les jugements sur l'évolution du niveau de vie personnel :
quelques évolutions positives atténuent la dégradation générale

(% d'individus estimant que leur niveau de vie personnel se dégrade)

	Début 2007	Evolution 2006-2007
Les groupes les plus « pessimistes »		
. A de 50 à 64 ans	61	+ 9
. Ne dispose d'aucun diplôme.....	58	+ 10
. Femme au foyer	57	+ 5
. Revenus du foyer inférieurs à 900 €/mois.....	57	+ 9
. A 65 ans et plus	55	+ 2
. Ouvrier.....	53	+ 8
. Réside dans une agglo. provinciale de 100 000 hab. et plus	51	+ 3
Ensemble de la population	48	+ 2
Les groupes les plus « optimistes »		
. Employé.....	44	- 6
. Réside à Paris - Agglomération parisienne	44	- 5
. Cadre (moyen ou supérieur)	39	- 1
. Diplômé du supérieur	38	- 2
. Revenus du foyer supérieur à 3 100 €/mois.....	35	=
. A de 25 à 34 ans	33	- 2

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

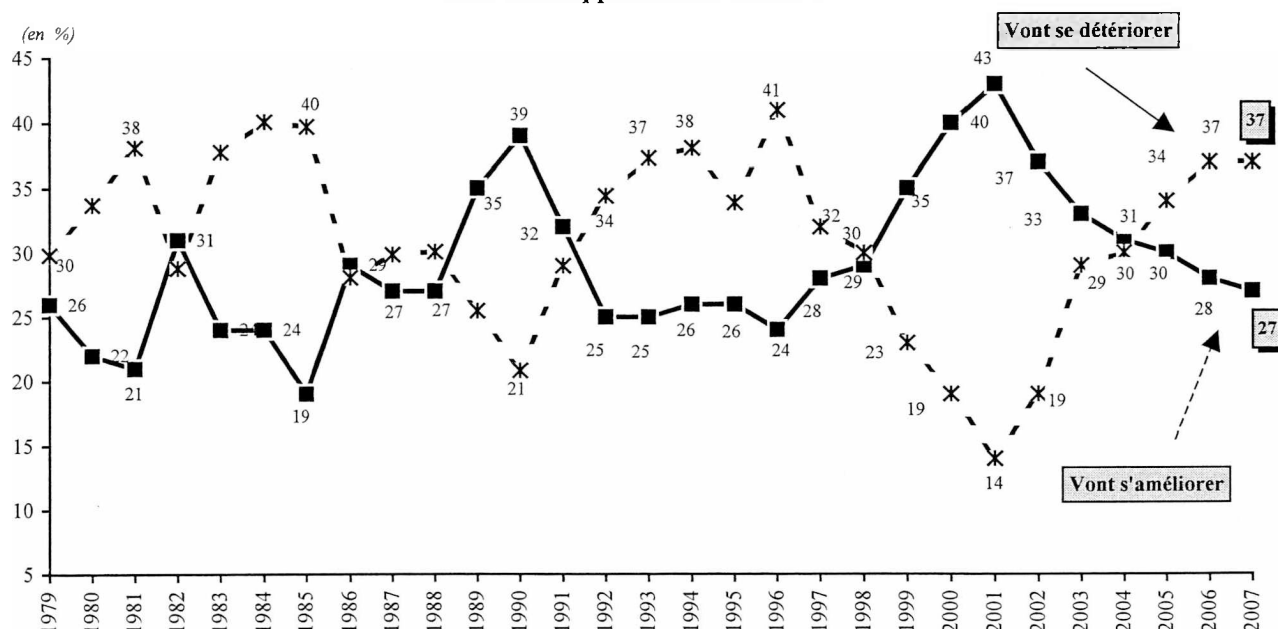
Exemple de lecture : 58% des non-diplômés considèrent que leur niveau de vie personnel se dégrade, soit 10 points de plus en un an.

Seul élément, sinon positif, du moins apaisant, dans ce paysage globalement morose : les jugements **sur les conditions de vie personnelles futures**, celles des cinq ans à venir, restent stables. **37% des enquêtés**, comme l'an dernier, **envisagent une dégradation de leur situation personnelle à venir**. Bien sûr, le taux est élevé, mais on a déjà pu enregistrer, dans le passé, jusqu'à 40-41% d'anticipations négatives (Graphique 7).

En un mot, le moral individuel des ménages est bas, mais **il ne s'agit pas de totale désespérance** : ceux-ci s'inquiètent plus pour leur situation **présente**, pour l'évolution de leurs revenus actuels et passés, que pour leurs conditions de vie à venir. d'où

probablement ce désir ardent de changement : **il exprime indirectement une croyance diffuse en un avenir meilleur.**

Graphique 7
Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?*



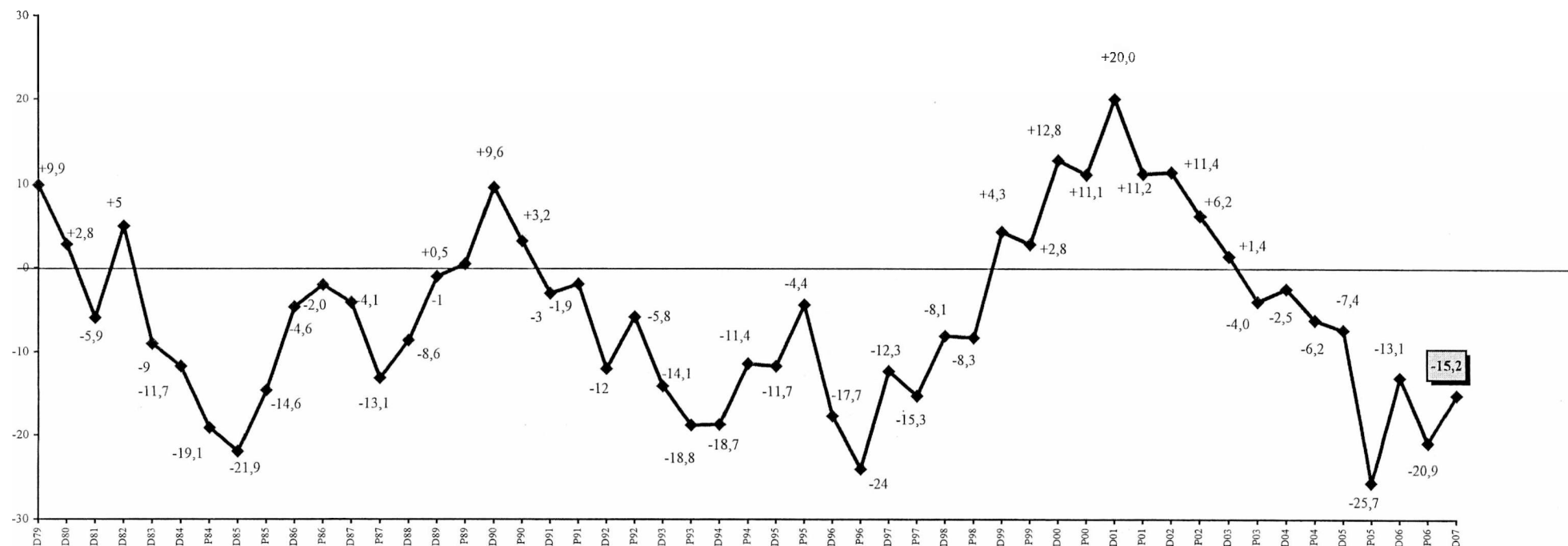
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

* Les réponses « elles vont rester stables » n'ont pas été présentées ici. Elles représentent 34% des citations, comme l'an dernier

Quoi qu'il en soit, **le malaise individuel** qui étreint le pays saute aux yeux au Graphique 8. « **L'indicateur résumé** » des opinions affichées par les ménages sur leur **situation personnelle** permet, en effet, de tenir compte à la fois de leurs appréciations individuelles sur **le présent** et de celles formulées **sur l'avenir**. L'observation graphique de l'évolution de cet indice ces vingt-neuf dernières années – nous y avons également fait figurer les vagues de juin de notre baromètre – permet de tirer **trois conclusions principales** :

- * **L'indicateur est très franchement négatif** (- 15,2). Il l'est depuis déjà huit semestres, mais la situation peut être considérée comme **préoccupante depuis juin 2005** (indice compris entre - 26 et - 13), précisément après la victoire du « non » au référendum sur la constitution européenne.

Graphique 8
Les opinions des ménages sur leur situation personnelle, passée et à venir : l'indicateur résumé est au plus profond de la « zone rouge » depuis quatre semestres*



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

* L'indicateur résumé est la moyenne arithmétique des deux indicateurs suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) ; perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives). La série proposée ici est la série brute, non désaisonnalisée. P = enquête de Printemps (Juin), D = enquête de début d'année (janvier).

- * Le début 2007 correspond à une petite amélioration – toute relative – de la situation, comparée à celle de juin 2006. Mais à – 15 en valeur absolue, **l'indice traduit un niveau de ressentiments personnels, de tensions rarement atteint depuis 1979**. De plus, comparé à la situation d'il y a un an, au début 2006, l'infléchissement est indiscutable (l'indice est passé de – 13 à – 15).
- * En tout état de cause, après 4 semestres de maintien de l'indice **au plus profond de la « zone rouge » des ressentiments**, on ne peut que constater l'étendue du mécontentement du corps social. On a presque le sentiment que jusqu'ici, en l'absence de manifestations protestataires très affirmées, l'opinion a en quelque sorte « différé » l'expression de ces tensions.

Une chose est sûre : le malaise individuel traverse maintenant **toutes** les couches de la société. **Seuls les jeunes en sont encore préservés**. L'indice moyen calculé (- 15,2 cette année) peut en effet être décomposé par groupes socio-démographiques. Le Tableau 10 en propose un bref récapitulatif :

- * **Le seul groupe où le moral économique personnel est encore positif sont les moins de 35 ans** (indice de + 15, contre – 15 en moyenne)³.
- * **Dans toutes les autres catégories, « l'indicateur résumé » est négatif** : cela concerne notamment les franges aisées, dont l'indice était encore acceptable l'an dernier : cadres (- 2), diplômés du bac ou du supérieur (- 4), hauts revenus (- 2). Les employés s'en « tirent » plutôt mieux au niveau individuel (- 5) que les ouvriers (- 12). Les Franciliens (-10) et les fonctionnaires (- 11) sont maintenant touchés, eux aussi, par le malaise.
- * **Enfin, dans quelques groupes, lourds démographiquement, l'indice est tel qu'on peut dire qu'on y « broie aujourd'hui totalement du noir »** (indice de – 25 à – 41, contre – 15 en moyenne) : bas revenus, femmes au foyer, non-diplômés, plus de 50 ans sont frappés de plein fouet. Voilà d'ailleurs 4 ans que le moral individuel des **retraités** traduit un **désarroi profond** (indice de – 41, contre – 15 en moyenne). Dans ce groupe, l'indice était déjà de – 31 en 2004 !

³ On peut aussi y classer les « travailleurs indépendants » (indice égal à 0).

Tableau 10
Le moral individuel est négatif partout, sauf chez les jeunes

	Indicateur résumé des ménages sur leur situation personnelle - Début 2007 -
. Moins de 35 ans.....	+ 15
. De 35 à 49 ans	- 12
. 50 ans et plus	- 39
. Travailleur indépendant.....	0
. Cadre (moyen ou supérieur).....	- 2
. Employé	- 5
. Ouvrier	- 12
. Femme au foyer	- 30
. Retraité	- 41
. Revenus du foyer : moins de 1 500 €/mois	- 25
. Revenus du foyer : de 1 500 à 3 100 €/mois.....	- 13
. Revenus du foyer : 3 100 €/mois et plus	- 2
. Ne dispose d'aucun diplôme.....	- 29
. BEPC, diplôme technique inférieur au bac	- 14
. Bac ou supérieur	- 4
. Réside dans une commune de moins de 2 000 hab.	- 14
. Réside dans une agglo. régionale de 100 000 hab. et plus.....	- 16
. Réside à Paris - Agglomération parisienne	- 10
. Salarié du secteur public en CDI	- 11
Ensemble de la population	- 15

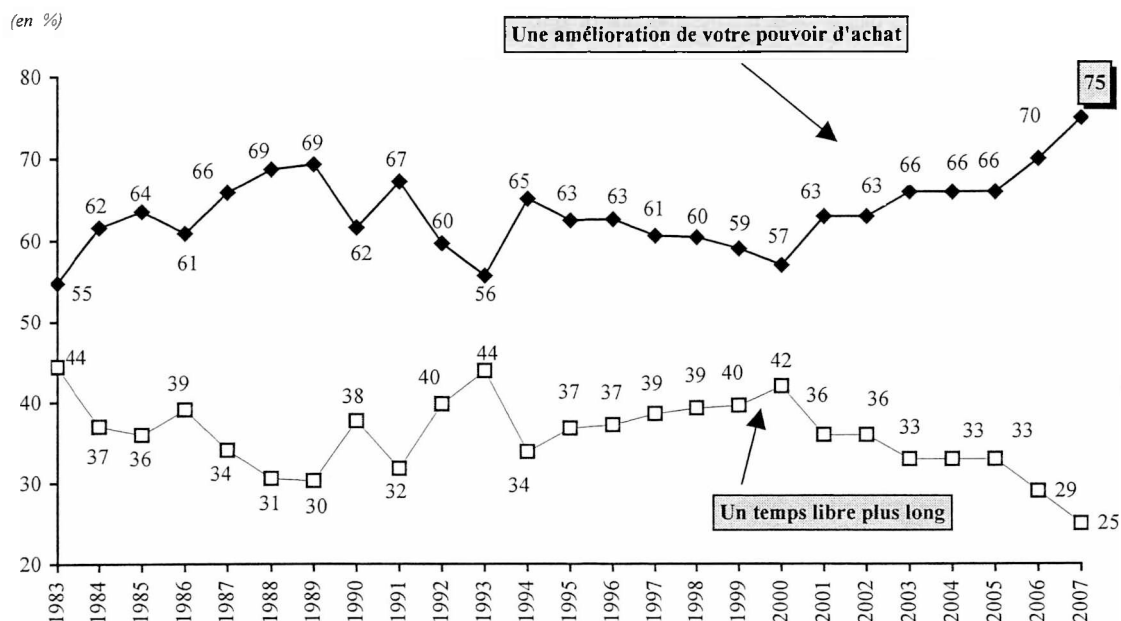
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2007.

On ne s'étonnera évidemment pas de constater, au vu de ces rancœurs profondes à l'égard des revenus individuels, que **les tensions sur le pouvoir d'achat atteignent maintenant un niveau inégalé : 75%** des actifs déclarent préférer une augmentation de leur pouvoir d'achat à un accroissement de temps libre. Non seulement, le taux est le plus haut depuis 1983, date de l'insertion de cette question dans l'enquête, mais le record de l'an dernier est battu, d'un coup, de plus de 5 points (Graphique 9). **En deux ans, les préférences à l'égard de la hausse du pouvoir d'achat sont passées de 66 à 75%. Un véritable bond.**

Graphique 9 Les préférences en matière d'amélioration du pouvoir d'achat atteignent des sommets

Quelle est votre préférence entre ... ?

- Question posée aux seuls actifs -



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Le plus impressionnant est que **la progression constatée a affecté indifféremment tous les groupes d'actifs** : bien entendu, l'attente concerne davantage les bas revenus, les non-diplômés et les ouvriers (78 à 82% d'entre eux l'expriment). Mais c'est aussi le cas de plus de 70% des diplômés, de 68% des cadres et de 70% des hauts revenus.

Ces préférences concernent également les trois quarts des fonctionnaires (Tableau 11). Et aussi bien 76% des travailleurs franciliens que 79% des actifs résidant dans des communes rurales. En un mot, **la demande de temps libre ne fait plus recette ; ce qui importe presque unanimement aujourd'hui est la hausse des salaires.**

Tableau 11
La demande d'amélioration du pouvoir d'achat a crû avec systématisme
dans tous les groupes sociaux

– Champ : actifs uniquement –

	(% d'actifs préférant une amélioration de leur pouvoir d'achat)	
	Début 2007	Evolution 2005-2007
. Cadre (moyen et supérieur).....	68	+ 8
. Employé	78	+ 9
. Ouvrier	82	+ 9
. Moins de 900 €/mois	78	+ 3
. De 900 à 1 500 €/mois	85	+ 12
. Plus de 3 100 €/mois	70	+ 8
. Ne dispose d'aucun diplôme	80	+ 6
. Diplômé du bac ou du supérieur	71	+ 9
. 25-34 ans.....	74	+ 4
. 35-49 ans	75	+ 8
. 50-59 ans	73	+ 16
. Salarié du public en CDI.....	74	+ 11
. Salarié en CDD ou en intérim	83	+ 14
Ensemble de la population.....	75	+ 9

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Ainsi peut-on sans nul doute affirmer, au vu de ces jugements convergents, que le début 2007 voit se renforcer la situation, déjà pesante, de l'an dernier : **le pessimisme collectif**, intense, n'a guère reculé ; **les récriminations individuelles** de plus en plus aiguës, **enflent**. Elles viennent en quelque sorte, par couches successives, nourrir le malaise global, comme une confirmation cent fois répétée du sentiment que « décidément, les choses ne s'arrangent pas ». C'est certainement ce cumul de ressentiments, cette superposition des doutes qui expliquent l'intensité des attentes de changement exigées aujourd'hui par les Français.

Mais ce qui peut paraître le plus étonnant, dans ce contexte de tensions budgétaires, est que la **consommation** des ménages reste d'un bon niveau et d'un dynamisme remarquable compte tenu de la morosité affichée. Nous nous en étonnions déjà l'an dernier. Il est vrai que le recours au crédit a été, ces derniers mois, particulièrement élevé. Il est exact également que la consommation est en partie « tirée » par les produits de nouvelles technologies, dont le développement actuel est remarquable (voir plus loin).

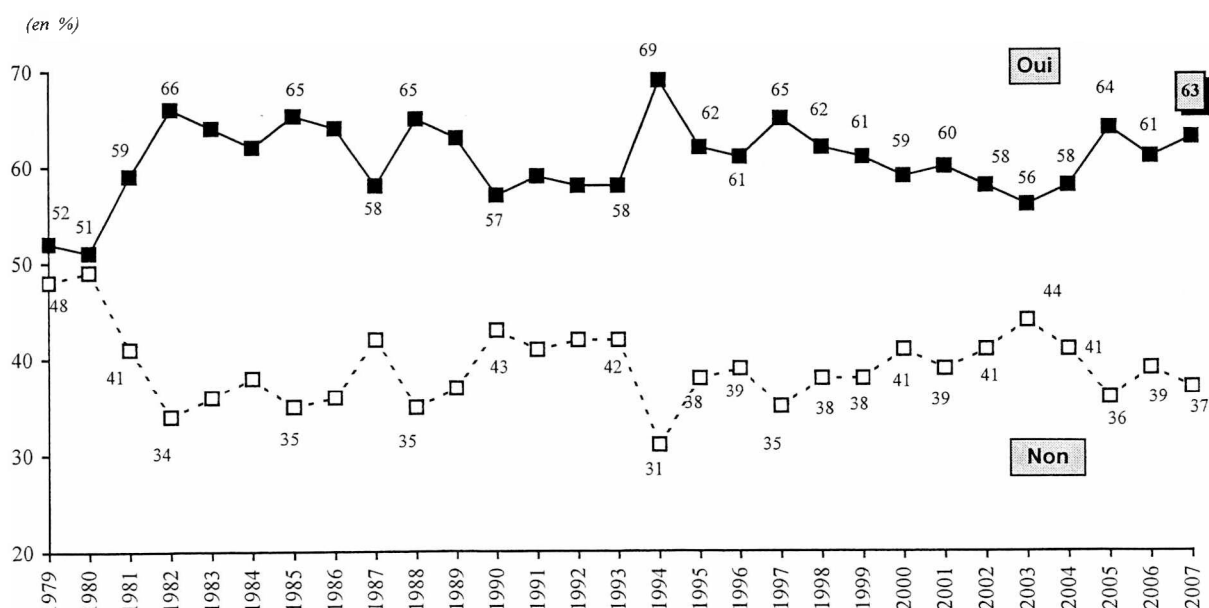
On peut néanmoins se demander si, par rapport à ce qui s'était passé dans les années 1992-1998, la situation ne s'est pas inversée. **Comme si depuis quelques mois, l'acte de consommation était précisément devenu une façon de compenser, « d'oublier » la morosité ambiante.** Le refuge de nos maux, en quelque sorte !

Quoi qu'il en soit, on ne trouve pas vraiment, dans l'observation des **restrictions ressenties**, réponse à la question de savoir si l'appétence à la consommation va reculer prochainement. On sait en effet que les restrictions sont à la fois le signe d'une vraie contrainte budgétaire, mais aussi l'indice d'une envie de consommer davantage. Or celles-ci repartent à la hausse cette année, à 63% (+ 2 points, Graphique 10). Cette progression n'est que légère, mais elle ne permet pas, en tout état de cause, d'affirmer que le désir de consommer tend aujourd'hui à se contracter.

Deux exceptions cependant : les restrictions reculent à nouveau, pour la deuxième année consécutive, sur le poste « tabac-boissons » (- 1,4 points) et sur le « téléphone » (- 3,8 points), comme si le désir de consommer tendait aujourd'hui à s'atténuer sur ce type de dépenses.

Par contre, elles sont en hausse pour le poste « logement » (+ 2,9 points) et pour les « vacances-loisirs » (+ 2,5 points).

Graphique 10
Vous imposez-vous régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?

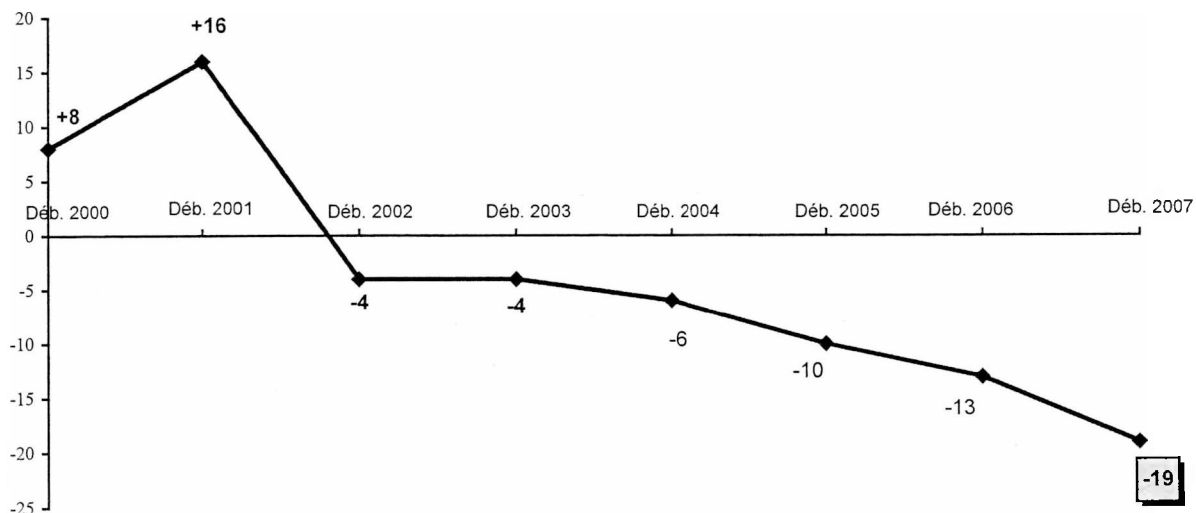


CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

On observe en tout état de cause – et le mouvement s’est accentué ces derniers mois – que, pour la quatrième année consécutive, **les attitudes concernant l’opportunité de faire de gros achats (meubles, voiture, télévision...) continuent à s’infléchir négativement.**

Cette question n’est disponible dans l’enquête que depuis le début 2000, période relativement faste en matière de consommation. Mais on est contraint de constater que l’indicateur est maintenant **au niveau le plus bas depuis sept ans** : le nombre d’enquêtés estimant que la période est propice aux achats importants est sensiblement **plus faible** que le nombre de ceux qui jugent la période défavorable. Le solde est **négatif, à - 19** (Graphique 11). Le taux a perdu 6 points en une seule année, c’est-à-dire quasiment autant que ce qu’il avait déjà abandonné les deux années précédentes (- 7 points). **En un mot, les tensions budgétaires ressenties, lourdement présentes depuis plusieurs mois, continuent à se renforcer.**

Graphique 11
L’indicateur d’appétence conjoncturelle aux gros achats (meubles, télé, voiture, ...) ⁽¹⁾
continue à reculer



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

⁽¹⁾ Il s’agit du solde entre le pourcentage d’individus trouvant le moment propice pour faire des achats importants et le pourcentage de ceux trouvant le moment défavorable

3. Attentes de contrôles et interrogations sur les effets déresponsabilisants de certaines aides publiques : « le retour du social » n'aura duré qu'un an

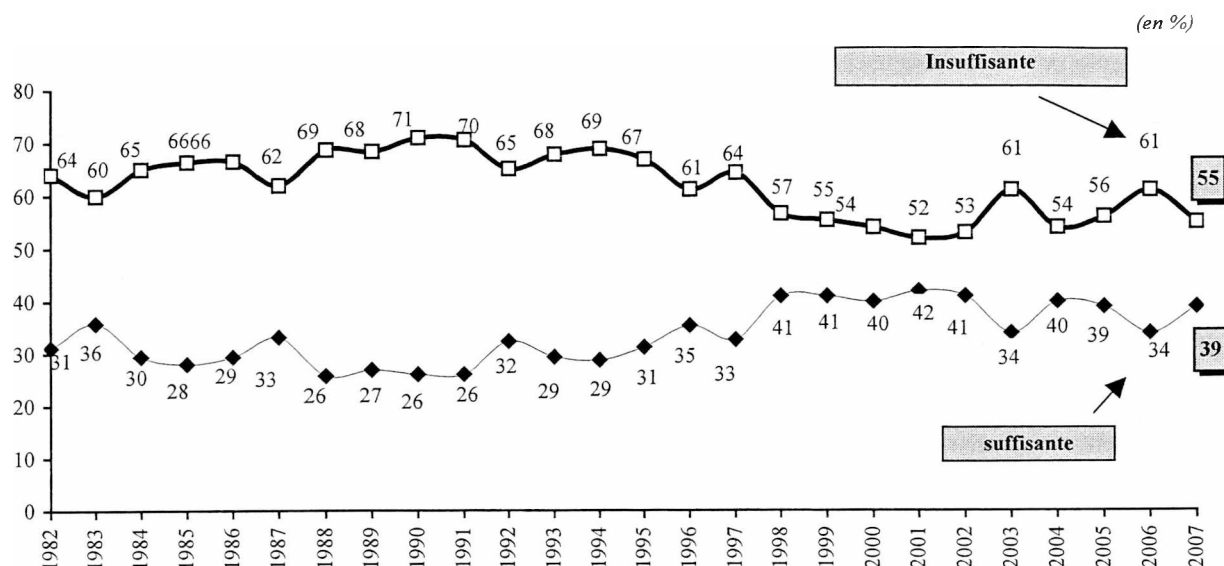
Inflexion surprenante que celle intervenue cette année en matière d'aides sociales alors même que le pessimisme **collectif** est toujours aussi saillant ! Est-ce du aux exigences montantes, concernant cette fois les revenus **individuels** ? Est-ce en rapport avec les profondes tensions budgétaires ressenties ou avec la montée du mécontentement à l'égard de la stagnation du pouvoir d'achat **personnel** ? Est-ce enfin un stigmate de plus du désir profond de changement et de la remise en cause qu'il implique également dans le domaine social ? Toujours est-il que l'on voit cette année **ressurgir** quelques-unes des interrogations des Français **sur les effets déresponsabilisants** – décourageants ? – **que peuvent générer certaines prestations sociales**.

Certes, les exigences solidaires **à l'égard des plus démunis** restent fortes, mais on observe parallèlement que les doutes sur l'efficacité des **contrôles** opérés en matière de distribution des aides sociales sont aigus et que repartent à la hausse les critiques sur les risques de **désincitation au travail** de certaines de ces prestations.

En deux mots, la **cohabitation singulière** déjà évoquée l'an dernier habite toujours les esprits : elle repose sur la **juxtaposition** entre, d'un côté, une attente d'interventions publiques et le refus de l'exclusion, et, de l'autre, des réserves à l'égard de ces aides et de leurs dangers potentiels, désincitatifs à l'exercice d'une activité.

Premier élément de ce constat : **l'appétence à l'égard du social, plus aiguisée l'an dernier, recule**. On peut en prendre pour exemple les jugements formulés sur l'insuffisance du montant des aides versées aux familles : les 5 points gagnés d'un coup l'an dernier se sont évanouis. Au total, 39% de la population jugent aujourd'hui cette aide globalement « suffisante » (contre 34% au début 2006, cf. Graphique 12).

Graphique 12
Les familles qui ont des enfants touchent des prestations (les prestations familiales),
destinées à les aider. Pensez-vous que cette aide est globalement ...



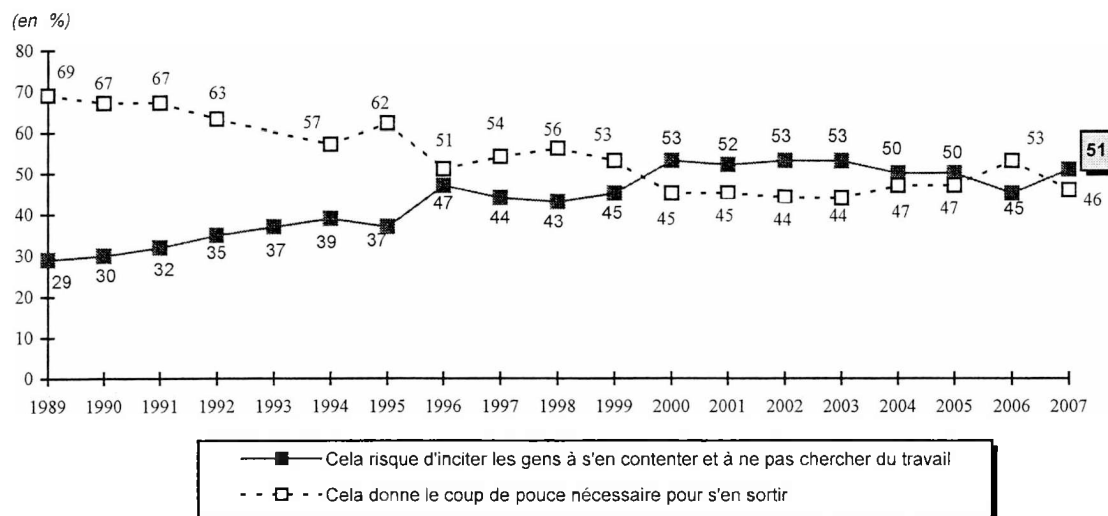
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Pour autant, une majorité de la population (55%) considère toujours que l'aide aux familles est globalement insuffisante. Mais il faut bien constater que le recul intervenu cette année a touché **toutes** les catégories de la population sans exception, et par exemple aussi bien les ouvriers (- 10 points en un an, contre - 6 en moyenne) que les cadres (- 6 points), les non-diplômés (- 7 points) comme les diplômés du supérieur (- 3 points).

Mais le signe le plus patent de cette « réinterrogation du social » concerne les attitudes à l'égard du **Revenu Minimum d'Insertion**. Une nouvelle volte-face a en effet succédé au retournement des opinions constaté l'an dernier : une majorité de la population (51%, + 6 points cette année) estime que le RMI « **risque d'inciter les bénéficiaires à s'en contenter et à ne pas chercher du travail** » (Graphique 13).

On retrouve ici les jugements qui avaient prévalu de 2000 à 2005 : **la courbe de la « responsabilisation » est repassée au-dessus de celle de la « compassion »**, alors même, nous allons le voir, que les préoccupations tournant autour de « la pauvreté en France » restent vives.

Graphique 13
Au sujet du revenu minimum d'insertion (RMI), pensez-vous plutôt que :



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Un constat s'impose de toutes façons : **la remontée des griefs à l'égard du RMI** a affecté cette année la **quasi-totalité** des groupes socio-démographiques, à l'exception toutefois des jeunes et des femmes au foyer (Tableau 12). Mais à bien y regarder, les deux mouvements intervenus entre 2005 et 2007 n'ont pas été tout à fait parallèles : l'an dernier, le « retour du social » avait fait reculé la dénonciation des effets pervers du RMI, surtout dans les classes moyennes et au bas de l'échelle des revenus. Cette année, la remontée des critiques a été relativement plus rapide **dans les classes moyennes**.

De fait, on voit maintenant s'opposer, sur cette question, **deux groupes différents**, mais pas tout à fait les mêmes que ceux qu'on observait en 2003-2004 (Tableau 12) :

- D'un côté, figurent les enquêtés qui dénoncent relativement plus les « risques » du RMI (à 53-60%) : personnes âgées, non-diplômés, ruraux, indépendants trouvent ici leur place. Mais ils côtoient ce qu'on appellera **les classes populaires et moyennes** : employés, ouvriers, revenus moyens-hauts, diplômes intermédiaires... **Population âgée, provinciale, non-diplômée et couches moyennes constituent donc les groupes qui s'inquiètent aujourd'hui le plus des risques de l'assistance.**
- De l'autre côté, on trouve les catégories qui critiquent relativement moins la prestation (même s'ils le font à 41-48%) : cela concerne les jeunes, les cadres et les diplômés. Mais aussi les bas revenus, les chômeurs et les salariés en situation d'instabilité (CDD, intérim).

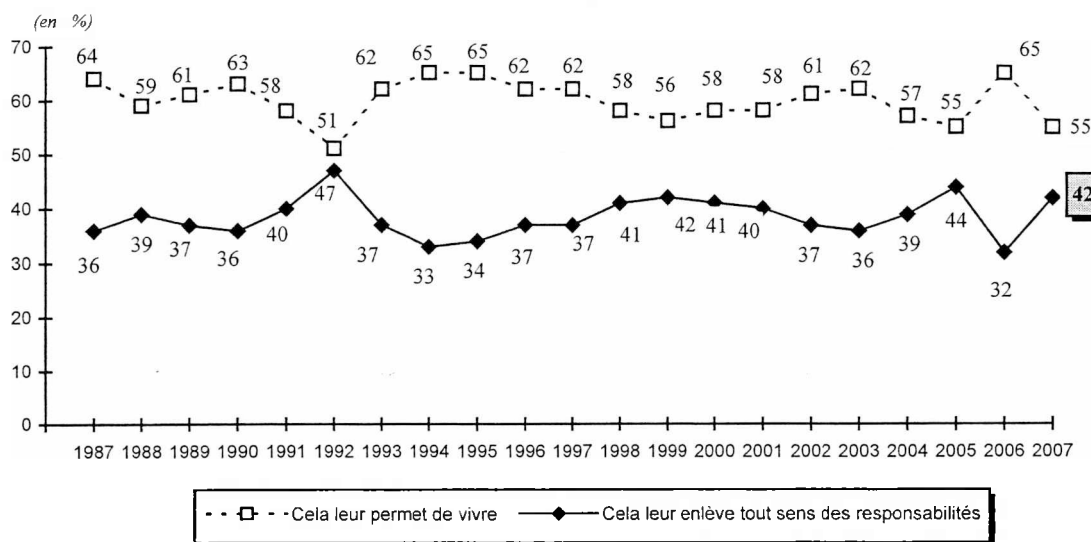
Tableau 12
Le pourcentage d'individus considérant que le RMI « risque d'inciter les gens
à s'en contenter et à ne pas chercher de travail »

	Début 2007	Evolution 2006-2007
Les groupes aujourd'hui les plus critiques à l'égard du RMI		
. A 65 ans et plus	60	+ 8
. Ne dispose d'aucun diplôme.....	59	+ 7
. Réside dans une agglo. de moins de 2 000 hab.....	56	+ 8
. Travailleur indépendant.....	55	+ 2
. Dispose d'un diplôme intermédiaire (Bepc ou diplôme technique inf. au bac).....	55	+ 8
. Réside dans une agglo. de 20 000 à 100 000 hab.	54	+ 8
. Employé	54	+ 7
. Revenus moyens-hauts (compris entre 1 500 et 3 000 €/mois)	53	+ 5
. Ouvrier.....	53	+ 12
Ensemble de la population.....	51	+ 6
Les groupes aujourd'hui les moins critiques à l'égard du RMI		
. Femme au foyer.....	48	- 1
. Salarié en CDD ou en intérim	46	+ 6
. Réside dans une agglo. régionale de 100 000 hab. et plus....	45	+ 1
. Revenus faibles (moins de 900€/mois).....	45	+ 12
. Chômeur	45	+ 17
. Moins de 25 ans.....	44	- 5
. Cadre (moyen ou supérieur)	43	+ 7
. Diplômé du supérieur	41	+ 5

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

D'ailleurs, un mouvement identique, **de même montée de la « suspicion »**, se retrouve – encore plus accentué – lorsqu'il s'agit de savoir si la prise en charge des familles démunies enlève à ces foyers « tout sens des responsabilités ». La formulation de cette question (Graphique 14), peut-être moins concrète que la précédente, peut-être plus globalisante, a toujours conduit à des critiques relativement moins acérées que pour le RMI. Les griefs sont cependant lourdement ressentis : 42% des enquêtés croient à cette « déresponsabilisation ». Le taux a ici regagné **10 points en un an**, effaçant également « l'embellie redistributive » de l'an dernier.

Graphique 14
Faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

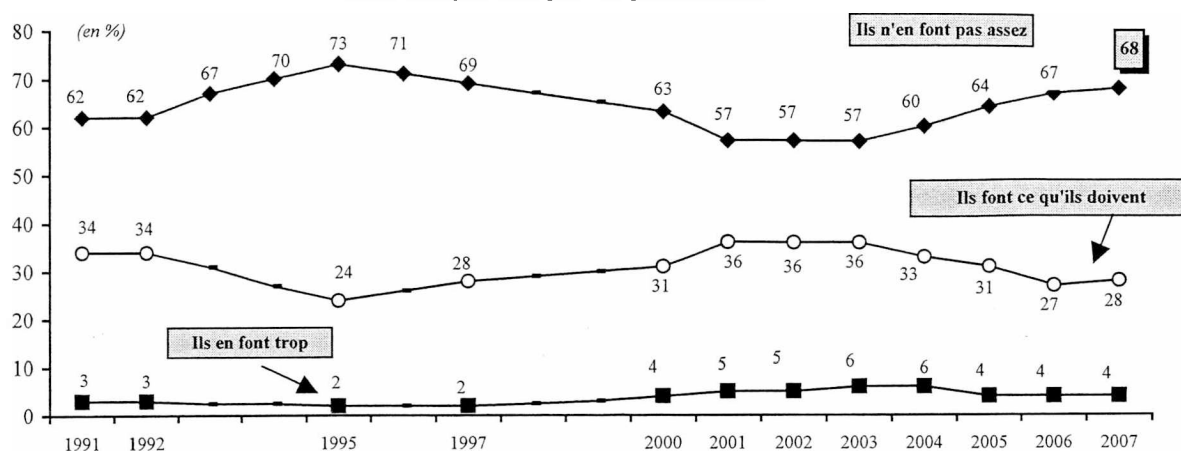
Mais encore faut-il éviter les conclusions hâtives et bien préciser la signification des jugements portés : **ceux-ci ne remettent nullement en cause les attitudes solidaires de la population à l'égard des plus défavorisés**. On en prendra pour preuve deux éléments convergents :

- * D'abord, **68% des enquêtés considèrent que, dans notre pays, les pouvoirs publics « n'en font pas assez pour les plus démunis »** (Graphique 15). C'est manifestement le taux le plus haut depuis le début des années 2000 (+ 1 point cette année, + 8 depuis 2004).
- * Ensuite, la population hexagonale porte toujours sur les pauvres **un regard plus « compatissant »** que réprobateur : **64%** des enquêtés (c'est cependant trois points de moins cette année) estiment que **les plus démunis** sont dans la pauvreté, non parce qu'ils « n'ont pas fait d'efforts pour s'en sortir », mais « **parce qu'ils n'ont pas eu de chance** ».

Graphique 15

Une demande accrue d'intervention envers les plus défavorisés

Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent ou ne font pas assez pour les plus démunis ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

En un mot, **ce n'est pas vraiment la nécessité des actions engagées envers les populations démunies qui est en cause, ni leur opportunité, mais les conditions de distribution de ces aides**. Et de ce point de vue, les réserves de l'opinion portent sur le cumul de deux critiques, **deux défauts** du système :

- ❑ Le premier concerne **les risques suscités** par les prestations **en matière de désincitation au travail** : la population craint en effet que certaines aides soient des freins en matière de réinsertion ou de reprise d'une activité professionnelle. Le **quasi-consensus** que l'on observe sur toutes les questions laissant supposer que les aides sociales pourraient gêner le retour au travail, en fait foi. C'est ainsi que 79% de la population (3 points de plus cette année, après les 5 perdus l'an dernier) estiment que les *minima* sociaux concurrencent les emplois les moins bien rémunérés. De même, 69% considèrent que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi (2 points de plus cette année, cf. Tableau 13). Enfin, pour 84% de la population, il paraît normal de demander au Rmiste une contrepartie sous forme d'efforts de réinsertion.

Tableau 13
Les interrogations sur les aides sociales culminent dès lors qu'il s'agit
du risque de « désincitation » au travail

	(en %)									
	Début 1998	Début 1999	Début 2000	Début 2001	Début 2002	Début 2003	Début 2004	Début 2005	Début 2006	Début 2007
Est d'accord avec l'idée qu'il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire	*	71	77	76	79	78	76	81	76	79
Pense que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi	57	63	68	70	73	69	67	70	67	69
Estime normal de demander au bénéficiaire du RMI une contrepartie sous forme d'efforts en matière d'insertion ou de recherche d'emploi	*	*	*	*	*	*	83	*	*	84

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

* : question non posée, l'année concernée

- D'autre part, l'opinion est tenaillée par le profond désir de s'assurer que les **bénéficiaires sont bien ceux qui sont visés, sans abus, ni fraude**. C'est la raison pour laquelle le corps social affirme ses doutes, sous couvert d'une exigence de vérifications : ainsi constate-t-on que presque les trois quarts des Français (74% exactement) estiment que les Caisses d'Allocations Familiales « **ne contrôlent pas suffisamment les situations individuelles des allocataires** ». Le taux est du même ordre de grandeur (73-76%) depuis le début 2000.

De même, 76% de la population partagent l'idée qu'« il y a beaucoup de gens qui font de **fausses déclarations** pour toucher les prestations familiales ». Cette opinion a gagné 15 points depuis qu'elle a été posée pour la dernière fois, en 1996 (Tableau 14) ! Le taux est d'ailleurs élevé partout : il ne descend jamais au-dessous des 60%, quel que soit le groupe socio-démographique ; il atteint même les 81-83% chez les employés, les ouvriers et les revenus moyens. On observe également que presque la moitié (48%) des enquêtés se disent « **tout à fait d'accord** » avec cette assertion.

Tableau 14
Une sérieuse interrogation sur les « fausses déclarations »

Etes-vous d'accord avec l'affirmation suivante :
« il y a beaucoup de gens qui font de fausses déclarations pour toucher les prestations familiales » ?

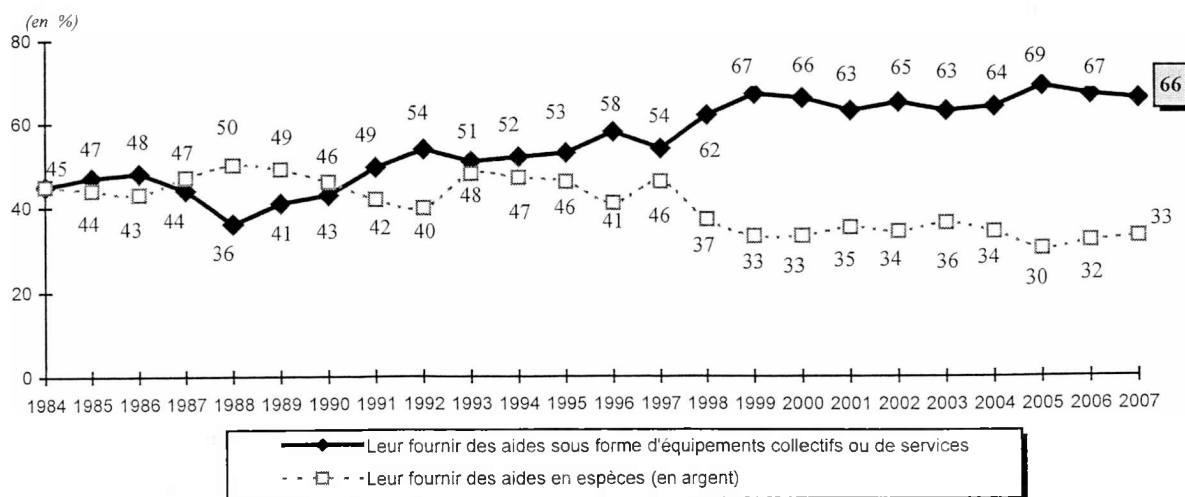
	(en %)			
	Début 1994	Début 1995	Début 1996	Début 1997
. Tout à fait d'accord	32	33	38	48
. Assez d'accord	22	28	23	28
. Peu d'accord	18	13	14	14
. Pas du tout d'accord	10	7	5	3
. Ne sait pas	18	19	20	7
Ensemble de la population	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Là est probablement la raison pour laquelle, avec une certaine **constance** depuis presque une décennie, les Français veulent en quelque sorte « **s'assurer** », tant que faire se peut, de **l'utilisation des aides versées**. Ainsi, en matière de politique familiale, 66% de la population continuent de trouver préférable, pour mieux aider les familles, **de leur distribuer des aides sous forme d'équipements et de services**, c'est-à-dire de leur fournir des prestations en nature plutôt qu'en espèces (Graphique 16). Voilà huit ans que cette préférence est affirmée avec quasi-systématisme : depuis 1999, le taux n'a évolué que dans une fourchette étroite, comprise entre 63 et 69%.

Graphique 16
Des aides en nature avant tout

Entre les deux solutions suivantes, laquelle vous semble préférable pour mieux aider les familles ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Mais comprenons-nous bien : ces attentes et leur expression, même si elles sont plus soutenues cette année, n'empêchent pas la population hexagonale de continuer à porter **un regard attentif et solidaire sur la situation des catégories les plus défavorisées**. D'ailleurs, avec la montée en 2006 du pessimisme sociétal, on avait vu « **la pauvreté en France** » venir, pour la première fois depuis 1991, prendre la place de tête dans la **hiérarchie des préoccupations** de l'opinion.

Ce thème reste encore, cette année, **le souci numéro un des enquêtés** (32% des citations). Mais il occupe maintenant cette place **à égalité avec « les maladies graves »** (32%, +3 points en un an), qui retrouvent le niveau qui était le leur, dans la hiérarchie, en 2005 (Tableau 15).

En fait, le « retour du social » observé l'an dernier s'était caractérisé par la montée de deux thèmes, « la pauvreté en France » et « le chômage », qui reléguaient alors au second plan **des maux aux retombées plus individuelles** (« maladies graves », « violence, insécurité »). C'est le contraire cette année : les maladies graves regagnent 3 points et la violence, l'insécurité en prend 1. Le chômage, quant à lui, en abandonne 6.

On remarquera par ailleurs que :

- * **La dégradation de l'environnement** est restée cette année au niveau élevé de janvier 2006, le plus haut de tous ceux enregistrés depuis 1991 (19%). Le réchauffement climatique, et ses conséquences extrêmes, sont de plus en plus au cœur des préoccupations du corps social.
- * **Les tensions internationales**, quant à elles, regagnent trois points (à 11%) : la situation liée à la présence américaine en Irak et la question du nucléaire iranien ne sont certainement pas étrangères à ces interrogations.

Tableau 15
Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

- Sommation des deux premières réponses chaque année -

(Réponses classées par ordre décroissant des citations du début 2007)	Début 1991	Début 1997	Début 1999	Début 2001	Début 2002	Début 2003	Début 2004	Début 2005	Début 2006	Début 2007	Evolution 2006-2007
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)	(I)	(J)	(J) - (I)
. Les maladies graves	28	26	30	38	31	30	39	33	29	32	+ 3
. La pauvreté en France	16	25	24	21	19	22	24	28	32	32	=
. La violence et l'insécurité.....	23	25	33	38	48	35	32	31	28	29	+ 1
. Le chômage	27	52	44	27	24	26	28	25	30	24	- 6
. La pauvreté dans le monde	15	16	19	17	17	18	18	23	23	22	- 1
. La dégradation de l'environnement	12	8	8	18	14	15	14	17	19	19	=
. L'immigration	17	13	10	8	10	13	11	10	11	12	+ 1
. La drogue	37	22	22	21	21	12	14	14	10	11	+ 1
. Les tensions internationales	16	5	5	6	10	20	12	12	8	11	+ 3
. Les conflits sociaux	4	5	4	4	5	5	6	4	6	5	- 1
. L'Europe	6	3	1	2	1	2	3	3	4	3	- 1

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Mais les différences par rapport à l'an dernier sont encore plus marquées qu'il n'y paraît quand on effectue une analyse socio-démographique détaillée : **les sujets sociaux** (chômage, pauvreté) étaient alors quasiment en tête des préoccupations dans la plupart des couches de la société, et notamment aussi bien en haut qu'en bas de l'échelle des revenus. Ce n'est plus le cas aujourd'hui.

On voit en effet apparaître, ou plutôt se redéployer, **diverses sensibilités catégorielles, plus ou moins exacerbées autour de sujets différents** : baisse de « la pauvreté en France » chez les cadres et les diplômés, montée de « l'insécurité » chez les employés ou les hauts revenus, progression de « la dégradation de l'environnement » chez les cadres, recul de « la pauvreté dans le monde » chez les bas revenus, etc... Seuls mouvements convergents : les soucis concernant les maladies graves progressent partout ; ceux relatifs au chômage reculent.

De fait, **la hiérarchie des soucis diffère maintenant assez sensiblement entre les groupes socio-démographiques**, signe de fluctuations et de « recadrages » catégoriels plus ou moins stables. En un mot, l'unanimité des préoccupations sociales de 2006 semble avoir fait place à de nouvelles contingences catégorielles, révélatrices d'une **plus grande diversité des opinions**. Un exemple permet de s'en faire une idée

(Tableau 16) : au bas de l'échelle des revenus, ce sont « les maladies graves » qui soucient maintenant le plus ; tout en haut de cette échelle, « la violence et l'insécurité » prend la place de tête, tandis que dans les catégories intermédiaires, « la pauvreté en France » garde la première position. Remarquons également que chez les cadres, la « dégradation de l'environnement » occupe à présent la place n° 1 des préoccupations.

Tableau 16
Les quatre premières préoccupations dans quelques groupes

Titulaire de bas revenus (moins de 915 €/mois)	Titulaire de revenus intermédiaires (de 1 200 à 1 800 €/mois)	Titulaire de hauts revenus (plus de 3 049 €/mois)
. Maladies graves..... 37%	. Pauvreté en France..... 37%	. Violence, insécurité..... 30%
. Pauvreté en France..... 33%	. Maladies graves..... 34%	. Dégradation environnement..... 29%
. Chômage..... 29%	. Violence, insécurité..... 27%	. Pauvreté en France..... 29%
. Violence, insécurité..... 27%	. Chômage..... 25%	. Maladies graves..... 28%

Employé	Cadre	Retraité
. Pauvreté en France..... 36%	. Dégradation environnement..... 31%	. Maladies graves..... 38%
. Violence, insécurité..... 34%	. Pauvreté dans le monde..... 29%	. Violence, insécurité..... 32%
. Maladies graves..... 32%	. Pauvreté en France..... 29%	. Pauvreté en France..... 28%
. Chômage..... 29%	. Maladies graves..... 28%	. Pauvreté dans le monde..... 20%

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2007.

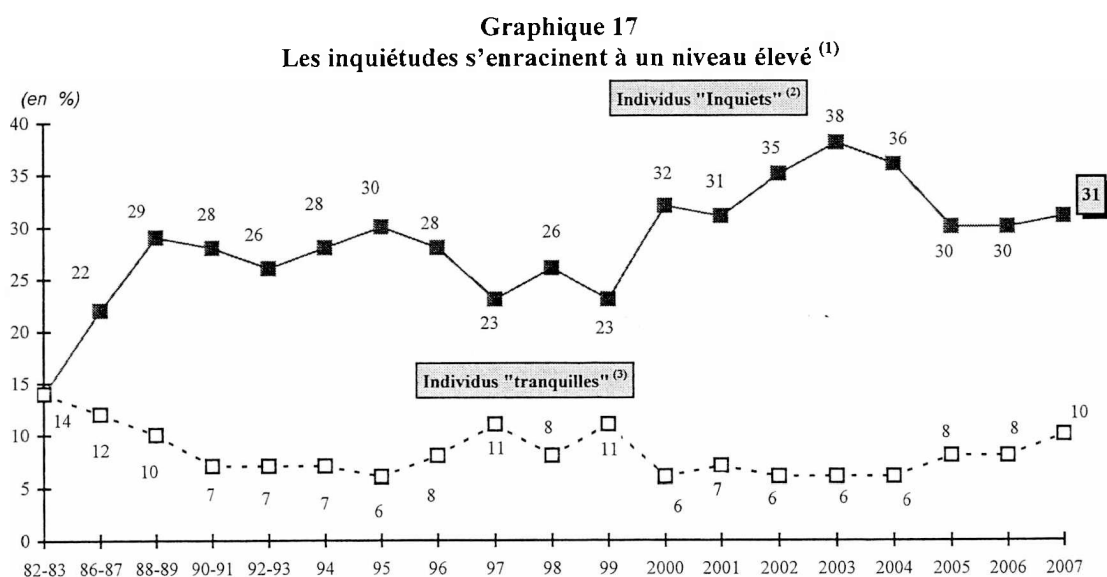
En définitive, il n'y a pas eu vraiment, cette année, recul généralisé du social, mais plutôt **disparition du quasi-consensus catégoriel** qui s'était plus ou moins imposé **autour de ce thème** au début 2006.

En définitive, **ce qui domine aujourd'hui est plutôt une apparente instabilité, une volatilité certaine des préoccupations et des attentes**. C'est sûrement cette instabilité qui explique les tiraillements actuels de l'opinion en matière de prestations sociales.

4. Les inquiétudes des Français ne reculent guère. La mondialisation elle-même vient se surajouter aux appréhensions collectives

Troisième et dernier élément caractéristique de la morosité du pays cette année : **les inquiétudes s'enkystent**. Il est vrai que les peurs n'ont aucunement reculé ces derniers mois, s'inscrivant presque au même niveau depuis trois ans ; elles se sont même légèrement accrues au début 2007 : **31% de nos concitoyens peuvent être aujourd'hui considérés comme inquiets** (+ 1 point par rapport à janvier 2006). Mais, il faut tout de suite le souligner : **31%, c'est un taux élevé**. C'est ce que confirme l'observation des fluctuations de l'indice depuis vingt-cinq ans (Graphique 17).

Certes, le pays a déjà connu pire : 35-38% d'inquiets entre 2002 et 2004, lorsque les appréhensions avaient été exacerbées par les problèmes d'insécurité quotidienne, puis par la peur de la guerre (intervention en Irak). Mais rappelons-nous que, depuis le début des années 2000, les craintes ont atteint dans notre pays un pallier – au dessus du seuil des 30% – qu'elles n'avaient jamais connu avant, ni dans les années 80 (14 à 20% d'inquiets), ni dans les années 90 (23 à 30% de craintifs). En un mot, **les inquiétudes se sont enracinées dans la société française**.



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

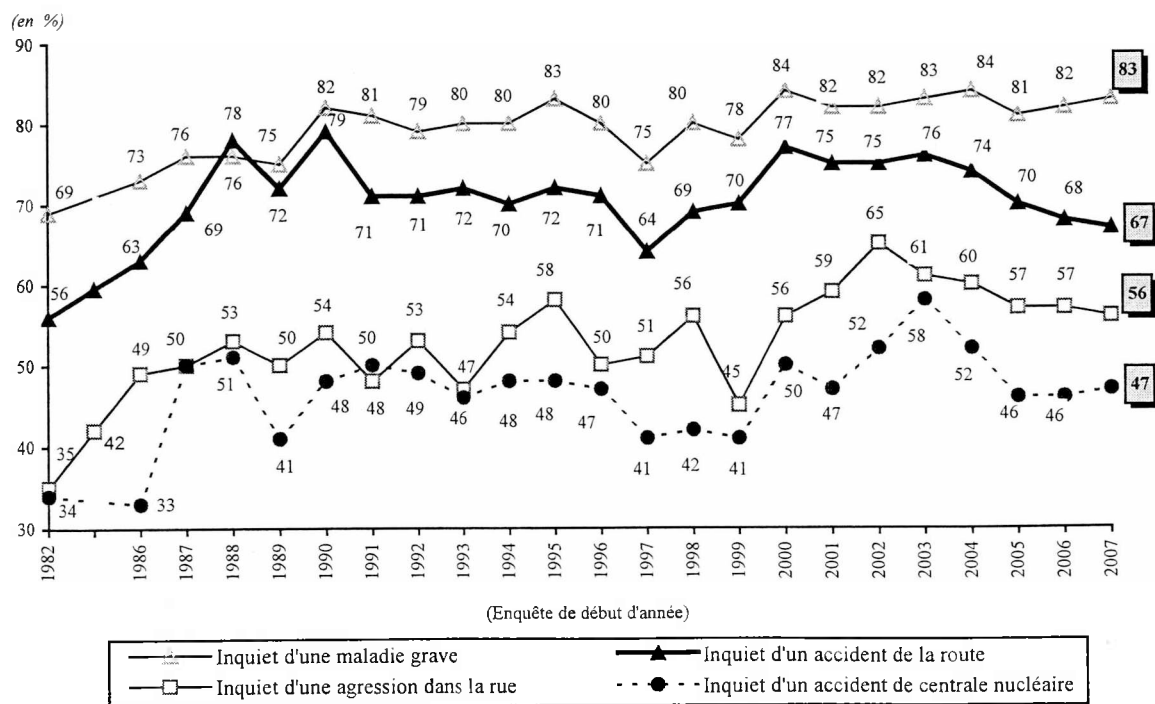
- (1) L'indicateur d'inquiétudes prend en compte quatre sujets différents : risque d'une maladie grave, risque d'un accident de la route, risque d'une agression dans la rue et risque d'un accident de centrale nucléaire.
- (2) Pourcentage d'individus déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus (cumul des quatre domaines).
- (3) Pourcentage d'individus déclarant ne pas éprouver d'inquiétudes, pour eux ou pour leurs proches, sur aucun des quatre sujets retenus.

Cet ancrage des peurs est d'autant plus marquant que notre indicateur, il faut le rappeler, **synthétise** les attitudes portant sur quatre variables différentes, **quatre sujets de risques distincts** (desquels le chômage a été volontairement exclu). Ces risques ont trait à des dangers aussi bien **individuels** (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que **collectifs** (accident de centrale nucléaire). L'indicateur mesure le nombre de personnes **inquiètes conjointement sur les quatre thèmes** : il traduit donc une « **peur cumulée** », **non réductible à un seul sujet**.

Et de fait, l'observation des courbes du Graphique 18 met en évidence une certaine stabilisation, **une permanence des craintes** face à **chacun** des risques évoqués : les appréhensions concernant le risque de **maladie grave** gagnent un point (à 83%), comme celles relatives à l'éventualité d'un **accident de centrale nucléaire** (à 47%) ; les craintes concernant **l'accident de la route**, quant à elles, en perdent un (à 67%), comme celles portant sur **l'agression dans la rue** (à 56%).

Le plus frappant est que, même dans les domaines sur lesquels un effort notable a été réalisé récemment (lutte contre l'insécurité routière par exemple ...), les peurs ne se sont plus vraiment infléchies ces derniers mois.

Graphique 18
Un maintien relatif des différentes peurs



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Ce maintien des inquiétudes à un haut niveau, après une progression quasi inexorable tout au long des vingt dernières années, traduit un trouble profond, un mal-être lancinant : il est l'indice, le révélateur **d'un « malaise existentiel »**, correspondant à la diffusion d'un état d'esprit symptomatique, **celui d'être plongé dans une société éminemment fragile**, totalement incertaine, en **permanence** confrontée à des dangers multiformes et sans cesse renouvelés. A-t-on besoin de les nommer ? Maladies graves et pandémies, accidents de transports, violences urbaines, terrorisme et attentats, risques sur les produits alimentaires (grippe aviaire, OGM, vache folle...), tempêtes et catastrophes écologiques... constituent quelques-uns parmi d'autres de ces dangers, sans cesse réactivés, de ces menaces ressenties comme inéluctables face auxquelles les parades éventuelles semblent marquées du sceau de l'**impuissance**, aussi bien **individuelle** que **collective**.

C'est ce malaise, profondément ancré dans les esprits, que l'indicateur semble exprimer : la peur « cumulée » qu'il révèle répond à la crainte sourde de devoir être confronté – d'être déjà sans cesse soumis – à des dangers, plus ou moins directs, plus ou moins précis, des périls plus ou moins bien identifiés, que **la société paraît, en tout état de cause, avoir de plus en plus de mal à contrôler**.

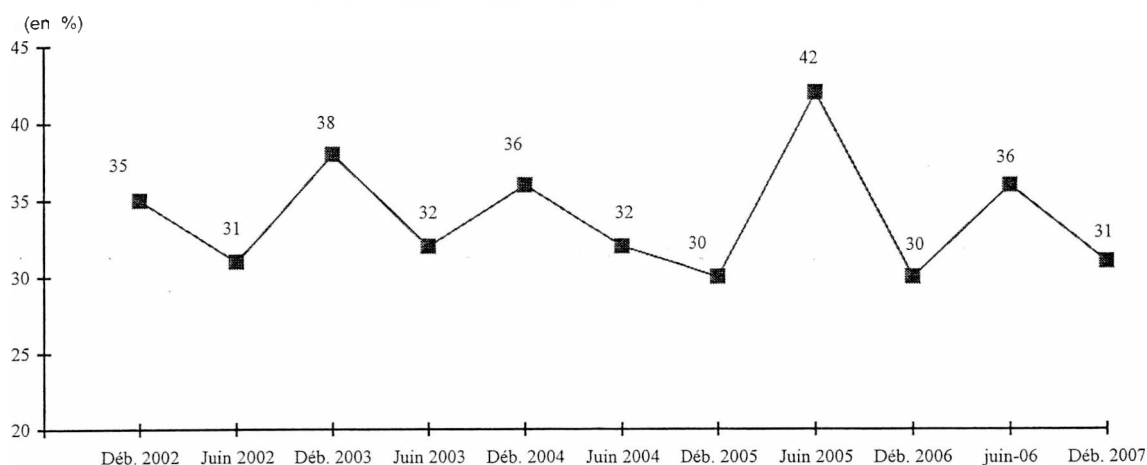
Et **la soif de changement** exprimée cette année par le corps social est probablement une façon parmi d'autres de tenter d'exorciser cette appréhension majeure : 36% des « réformateurs profonds » sont aujourd'hui inquiets (5 points de plus qu'en moyenne, cf. ci-dessus).

Quoi qu'il en soit, **deux éléments** confirment l'enracinement des craintes dans la société et la **sensibilité à « fleur de peau »** que les Français ont sur le sujet :

- * D'abord, la stabilisation des inquiétudes, autour des 30% depuis 2005, n'est qu'apparente. Car, nous le constatons déjà l'an dernier et nous l'observons à nouveau : de même qu'en juin 2005, le nombre d'inquiets est remonté, d'un coup, de 12 points, après le « non » au référendum constitutionnel européen, il est reparti à la hausse tout aussi soudainement il y a six mois, atteignant les 36% en juin 2006 (était-ce la contrepartie des manifestations protestataires demandant la suppression du Contrat Première Embauche ?). Toujours est-il que les **fluctuations** du pourcentage d'inquiets, semestre par semestre depuis 2002 (Graphique 19), confirment qu'il y a, en matière d'inquiétudes, **une réceptivité et une**

accoutumance telles de l'opinion que la fièvre peut, **à tout moment**, se propager à **vitesse galopante**.

Graphique 19
L'évolution du pourcentage d'inquiets, semestre par semestre, depuis 2002



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

- * Ensuite, malgré les fluctuations conjoncturelles relativement soudaines et parfois peu compréhensibles qui ont affecté les peurs ces derniers semestres, on remarque qu'il y a eu, entre 2005 et 2007, une certaine **uniformisation des inquiétudes** : les craintes ont plutôt reculé là où elles étaient le plus aiguës (bas revenus, femmes au foyer, non-diplômés ...) et elle se sont accrues dans les groupes où elles étaient relativement faibles (hauts revenus, cadres, quinquagénaires).

C'est ce **nivellement** des peurs à un niveau élevé que confirme le Tableau 17 : le pourcentage d'inquiets s'échelonne maintenant, dans la plupart des catégories, entre 28 et 37%. Il ne varie guère, en particulier, ni en fonction de l'âge, ni en fonction de la taille de l'agglomération. Et les écarts qui existaient dans le domaine entre les groupes du haut et ceux du bas de l'échelle des revenus se sont sérieusement atténués.

Seul rempart apparemment efficace contre les appréhensions déroutantes et tenaces qui étreignent le corps social : le diplôme. 23% des diplômés sont inquiets, contre 31% de la population en moyenne et 36% des non-diplômés. Les diplômés constituent en effet le seul groupe (avec les cadres, eux-mêmes souvent détenteurs de diplômes) où le nombre de craintifs est aujourd'hui inférieur à 25%.

Tableau 17
En même temps qu'elles s'enracinent, les inquiétudes tendent à s'uniformiser

(Pourcentage d'inquiets)

	Début 2005	Début 2006	Début 2007	Evolution 2005-2007
Catégories classées en fonction des revenus du foyer				
. Moins de 915 €/mois	39	28	35	- 4
. De 1 524 à 1 829 €/mois	32	35	34	+ 2
. Plus de 3 100 €/mois	20	22	28	+ 8
Catégories classées en fonction de la profession				
. Femme au foyer	45	40	37	- 8
. Ouvrier	35	38	37	+ 2
. Employé	36	30	36	=
. Cadre (supérieur ou moyen)	20	23	24	+ 4
Catégories classées en fonction de l'âge				
. Moins de 25 ans	32	27	30	- 2
. 25 à 34 ans	33	28	34	+ 1
. 35 à 49 ans	30	29	32	+ 2
. 50 à 64 ans	25	31	30	+ 5
. 65 ans et plus	32	31	28	- 3
Catégories classées en fonction du niveau de formation				
. Aucun diplôme (ou Cep)	37	40	36	- 1
. Diplômé du bepc ou d'un diplôme technique inf. au bac.....	27	28	36	+ 9
. Diplômé du bac ou du supérieur	25	21	23	- 2
Catégories classées en fonction du lieu de résidence				
. Moins de 2 000 habitants	29	27	31	+ 2
. 2 000 à 20 000 habitants	30	39	33	+ 3
. 20 000 à 100 000 habitants	33	27	29	- 4
. 100 000 habitants et plus (hors agglomération parisienne)	29	27	28	- 1
. Paris – agglomération parisienne	32	29	34	+ 2
Ensemble de la population	30	30	31	+ 1

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Exemple de lecture : au début 2007, 35 % des titulaires de faibles revenus sont inquiets, contre 28% des titulaires de hauts revenus.

Pourquoi, d'ailleurs, ne pas se demander si les attitudes mêmes de la population à l'égard de l'euro – la « **diabolisation** » de l'euro pour le dire directement – ne s'inscrivent pas en bonne partie dans ce contexte d'inquiétudes déroutantes et multiformes, hexagonales comme planétaires ? Car force est de constater qu'en quelques années, l'euro est devenu un **bouc émissaire**, un des révélateurs les plus apparents des peurs de nos concitoyens, l'indice que pour une partie de l'opinion, « ce qui ne va pas dans la société française » vient aussi d'ailleurs, de l'ouverture imposée des échanges avec un monde incertain et menaçant.

Ainsi, on se rappelle (Tableau 18) qu'au moment de la mise en circulation de la nouvelle monnaie, seulement **24%** de la population hexagonale considéraient que le passage à l'euro était « **une mauvaise chose** » pour les consommateurs français. Depuis, le taux n'a cessé de croître, de manière quasi irrésistible, pour atteindre 68% il y a deux ans, 77% l'an dernier et **80% aujourd'hui**. 56 points ont été gagnés en cinq ans ! Comment éviter de parler de « diabolisation » ?

Tableau 18
Pensez-vous que globalement, le passage à l'Euro a été, pour les consommateurs français ...

(en %)

	Début 2002	Début 2003	Début 2005	Début 2006	Début 2007	Evolution 2002-2007
. Plutôt une bonne chose	38	21	16	9	8	- 30
. Plutôt une mauvaise chose.....	24	52	68	77	80	+ 56
. Ni l'un, ni l'autre	37	26	16	14	12	- 25
. Ne sait pas	1	1	-	-	-	
Ensemble de la population	100	100	100	100	100	

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Un revirement d'une telle ampleur est d'autant plus exceptionnel qu'il a touché dans la période **tous** les groupes socio-démographiques sans aucune exception : l'euro est aujourd'hui critiqué par 73% des hauts revenus (+ 32 points depuis début 2003, contre + 28 en moyenne), 72% des cadres et 64% des diplômés du supérieur. Il l'est aussi par 84% des bas revenus comme 88% des ouvriers et des non-diplômés !

La mondialisation elle même, avec notamment ses méfaits sur l'emploi, est, bien sûr, un élément supplémentaire et constitutif des craintes irraisonnées des Français. **Et, là aussi, la progression des peurs et leur ancrage sont frappants** : alors qu'il y a cinq ans, au début 2002, 46% de nos concitoyens (un peu moins de la majorité !) estimaient que la mondialisation des échanges présentait, pour notre pays, « **plutôt des inconvénients** », le taux est aujourd'hui de **60%** (+ 14 points dans la période, cf. Tableau 19).

Tableau 19
A votre avis, la mondialisation des échanges présente-t-elle, pour notre pays,
plutôt des avantages ou plutôt des inconvénients ?

	Début 2002	Début 2007	Evolution 2002-2007 (en %)
. Plutôt des avantages	43	35	- 8
. Plutôt des inconvénients.....	46	60	+ 14
. Ne sait pas.....	11	5	- 6
Ensemble de la population	100	100	

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

La progression spectaculaire, **dans tous les groupes sociaux sans exception**, du nombre de pourfendeurs de la mondialisation confirme à nouveau cette montée généralisée du sentiment d'être totalement partie prenante d'un monde menaçant et dangereux, dont on ne sait pas – ou dont on ne peut pas – se protéger efficacement.

Ainsi, observe-t-on aujourd'hui, au sein de toutes les catégories socio-démographiques, la présence d'une **majorité** de « détracteurs » de la mondialisation. Ce n'était pas le cas en 2002 (Tableau 20). Les critiques se sont même accrues plus vite en haut de l'échelle des revenus (+ 19 points dans la période) qu'en bas (+ 7 points). Mais 15 points ont été également gagnés chez les ouvriers et 12 chez les cadres.

Encore une fois, seul **le diplôme** apparaît sinon comme un rempart, du moins comme un frein – tout relatif – à la montée de ces appréhensions plus ou moins contrôlées. 52% des diplômés du supérieur voient aujourd'hui « plutôt des inconvénients » à la mondialisation des échanges : ce taux a grimpé de 9 points depuis 2002, contre + 14 en moyenne dans l'ensemble de la population.

Tableau 20
La mondialisation des échanges » : une peur elle aussi en progression

*(% d'individus estimant que la mondialisation
des échanges présente, pour notre pays,
« plutôt des inconvénients »)*

	Début 2002	Début 2007	Evolution 2002-2007
Revenus du foyer			
. Moins de 915 €/mois.....	50	57	+ 7
. De 915 à 1 524 €/mois.....	49	61	+ 12
. De 1 524 à 2 286 €/mois.....	48	61	+ 13
. Plus de 2 286 €/mois	41	60	+ 19
Diplômes			
. Aucun diplôme	49	63	+ 14
. Bepc, technique inférieur au bac	47	64	+ 17
. Diplôme du supérieur	43	52	+ 9
Profession Catégorie-Sociale			
. Cadre	46	58	+ 12
. Employé	47	61	+ 14
. Ouvrier	46	61	+ 15
. Retraité	51	64	+ 13
Ensemble de la population	46	60	+ 14

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Voilà donc **un faisceau de signes convergents** de l'ancrage des inquiétudes dans la société française. Le pessimisme collectif de ce début 2007 s'est d'autant plus insinué dans les esprits que la population est habitée de peurs mouvantes et tenaces, plus ou moins irraisonnées. Celles-ci sont révélatrices de la diffusion du sentiment très fataliste d'être de plus en plus communément soumis à des évolutions menaçantes, que l'on ne sait pas ou que l'on a pas le pouvoir de contrôler.

Le changement espéré, n'est-ce pas aussi l'espoir de retrouver de nouvelles marges de manœuvre, de tenter de **se libérer du fardeau de la fatalité** ?

5. Le modernisme en matière de mœurs est à son point le plus haut depuis 1979

Dernier élément saillant, en partie étonnant, mais sûrement révélateur de l'état d'esprit contrasté de ce début 2007 : alors que les inquiétudes s'enracinent, que les tensions individuelles s'aiguisent et que le pessimisme sociétal est omniprésent, **les Français affichent en matière de mœurs le plus haut niveau de modernité jamais atteint depuis vingt-neuf ans** (voir « *l'Espace des Opinions* » ci-après). Il y a là un certain paradoxe : tandis que les enquêtés prônent aujourd'hui, **pour la société**, plus d'ordre et d'autorité, un peu plus d'interventionnisme étatique, alors même qu'ils montrent une certaine frilosité inquiète, notamment face à l'ouverture des marchés et à la concurrence internationale, ils affirment en même temps, **au niveau personnel**, une volonté croissante de **s'affranchir des codes habituels, de dépasser les carcans institutionnels qui pèsent sur leur vie quotidienne**.

Autrement dit, **la population hexagonale désire plus aujourd'hui de « libéralisme » en matière de pratiques et de vie personnelles, qu'en matière économique et sociale**.

Bien sûr, la montée du modernisme en matière de mœurs est un mouvement relativement lent, s'appuyant le plus souvent sur des effets générationnels lourds. Il reste qu'on a vu apparaître ces derniers mois des variations sensibles sur les trois sujets qui, depuis trente ans dans notre enquête, sont les révélateurs du degré de « modernisme/traditionalisme » traversant la société française : le travail des femmes, le mariage, la famille.

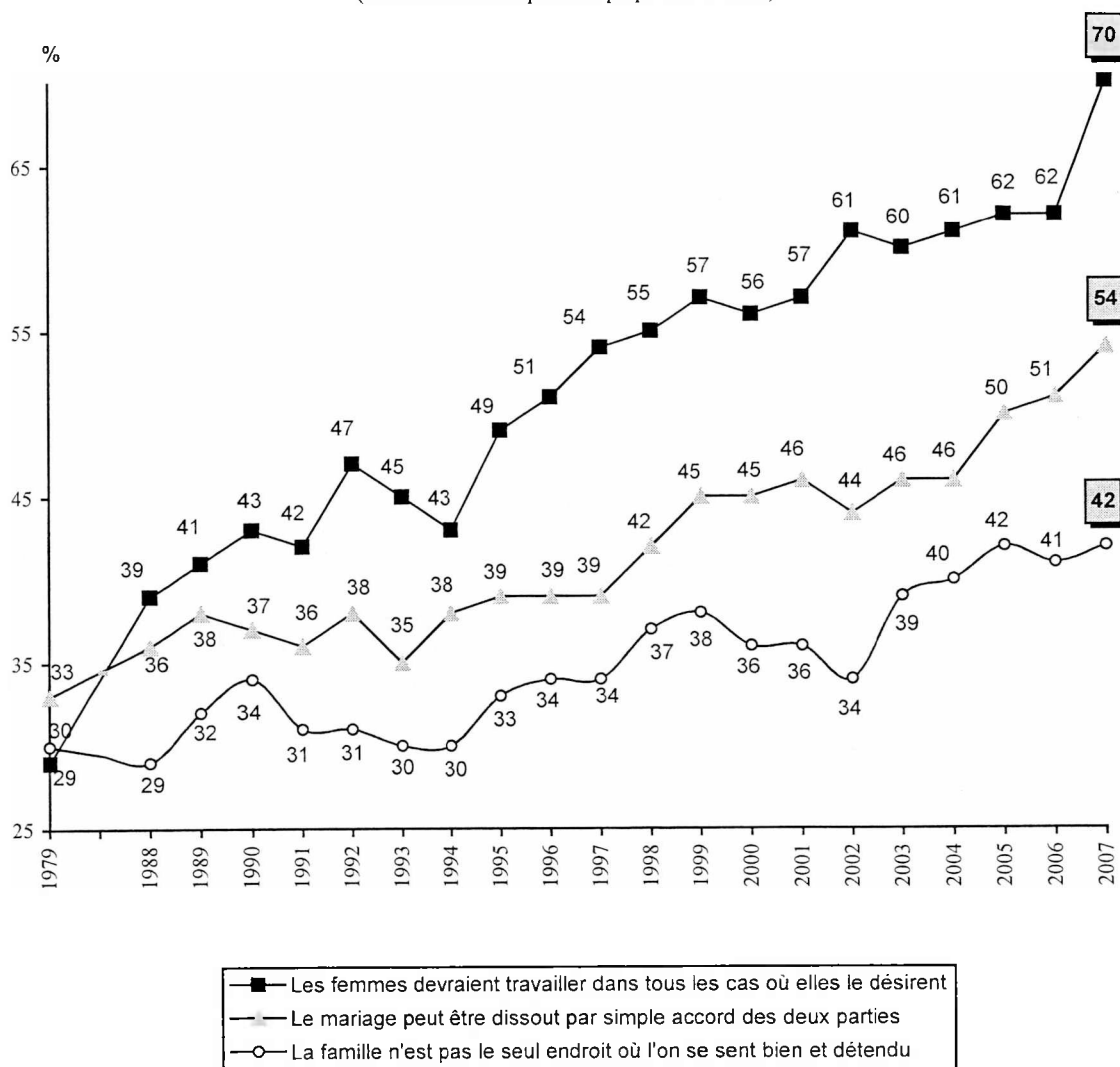
L'élément le plus saisissant de ces inflexions concerne, de loin, **le travail féminin** : entre 1979 et 2002, l'idée que les femmes peuvent exercer quand elles le désirent est devenue largement majoritaire dans le pays (29% en 1979, 61% en 2002). Or, après une stabilisation de quatre ans, aux alentours de 60-62%, **le taux a gagné cette année 8 points d'un coup** (à 70%, Graphique 20). Cette progression – dont l'amplitude annuelle n'a jamais été d'un tel niveau depuis trois décennies – est d'autant plus significative qu'elle a touché quasiment **tous** les groupes sociaux.

Mais le plus étonnant est qu'elle a affecté encore plus quelques catégories jusqu'ici « en retard » sur cette question : retraités (+ 14 points cette année, contre + 8 en moyenne), ouvriers (+ 11 points) et ruraux (+ 11 points). Parallèlement, de plus en plus de

Franciliens défendent l'idée du libre choix des femmes de travailler (77%, + 16 points cette année) ; c'est aussi le cas des gens aisés (84%, + 10 points en un an).

Graphique 20
Le modernisme en matière de mœurs accélère sa progression ⁽¹⁾

(% d'individus acceptant les propositions citées)



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français », (janvier de chaque année)

⁽¹⁾ Pour des raisons de lisibilité, nous n'avons pas fait figurer ici les évolutions, 1980-1987.

Une évolution de même sens – quoique moins prononcée – s'observe également dans les attitudes concernant **le mariage et sa dissolution**. La conception libérale du mariage, celle qui le voit comme « *une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties* », atteint cette année, elle aussi, son plus haut niveau depuis 1979 : ce jugement est maintenant partagé par une nette majorité de la population (54%, + 3 points cette année, + 8 points en trois ans). C'est chez les quadragénaires (60%, + 6 points en un an),

les professions intermédiaires (64%, + 8 points) mais aussi les retraités (40%, + 6 points) ou les bas revenus (57%, + 7 points) que la progression a été la plus nette.

Enfin, l'attachement des Français à la **cellule familiale** reste majoritaire (58% pensent que « la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu »), signe de l'importance symbolique que la population, lourdement soumise aux inquiétudes et à la morosité, accorde à ce lieu de refuge et d'échanges. Force est cependant de constater que 42% de la population estiment aujourd'hui qu'il y a une vie hors de la cellule familiale. Voilà deux ans, depuis 2005, que ce taux est également au plus haut (Graphique 20).

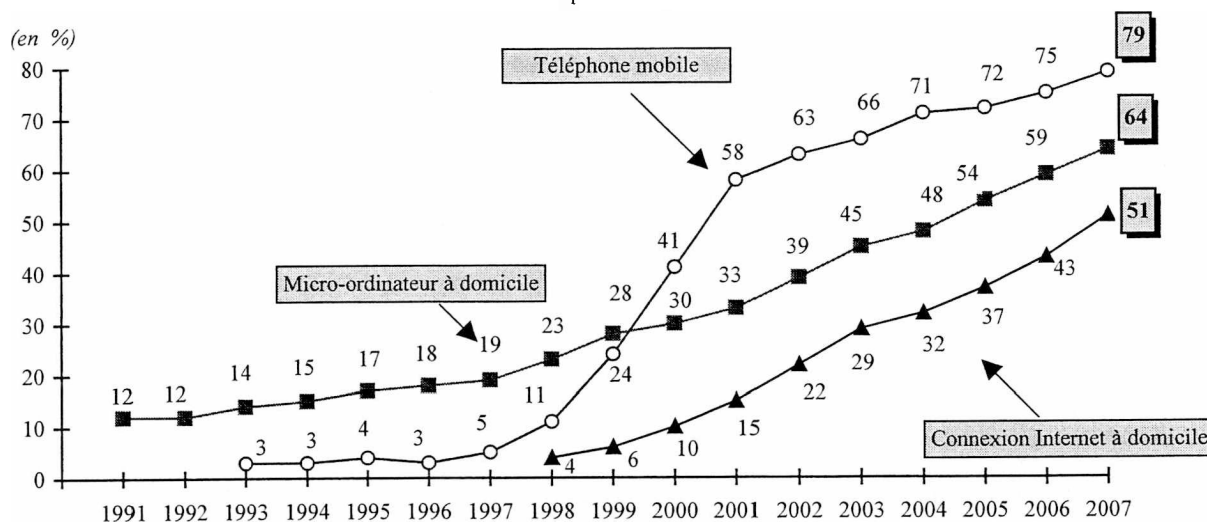
En tout état de cause, un constat prévaut : **la progression de la modernité s'observe dans toutes les franges de la société**, et notamment – ce qui explique en partie cette accélération récente – au sein de groupes pas trop coutumiers du fait : retraités, non-diplômés, habitants de communes rurales, par exemple. Même si ces catégories restent encore plus « traditionalistes » qu'en moyenne.

Une preuve, parmi d'autres, de cette nouvelle « ouverture moderniste » des Français réside dans la conception plus libre qu'ils ont de la vie en couple aujourd'hui et de ses codes : **55% admettent l'idée que « deux personnes du même sexe devraient pouvoir s'unir civilement à la mairie »**. C'est la première fois que le sujet était abordé dans l'enquête, mais les taux atteints sont révélateurs des chamboulements récents de l'opinion : le taux est majoritaire quelle que soit l'agglomération de résidence (51% chez les ruraux) ; il est également majoritaire jusqu'à 59 ans (51% chez les 50-59 ans), et dans toutes les tranches de revenus. En fait, seuls les non-diplômés (32%), les retraités (30%) ou les plus de 65 ans (25%) sont encore opposés à cette idée.

On peut, bien entendu, penser que ce désir croissant de s'affranchir de certains des carcans institutionnels qui pèsent sur la vie privée n'est pas sans relation avec **la diffusion spectaculaire des produits de communication de haute technologie**, et notamment de la progression accélérée de l'accès à **Internet**, instrument d'échanges, de contacts et de liens.

Ainsi, le taux de possession du **téléphone mobile** est aujourd'hui de **79%**. Presque les deux tiers des Français (**64%**) disposent d'un **micro-ordinateur chez eux** (19 points gagnés en quatre ans). Et maintenant **une majorité (51%)** de la population possède **une connexion Internet à domicile** (quasi doublement en quatre ans, Graphique 21).

Graphique 21
Les produits de nouvelles technologies pénètrent la société française à un rythme très soutenu
 - Taux de possession -



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

En fait, c'est **dans le courant 2006** que la « bascule majoritaire » s'est opérée pour l'Internet. C'est aussi le cas pour l'appareil photo numérique (50% de taux de possession au début 2007, contre 41% un an auparavant). Et l'enquête effectuée pour le CGTI et l'ARCEP en juin 2006⁴ montre que **47% de la population sont maintenant coutumiers de l'utilisation d'Internet**, soit à domicile, soit sur leur lieu de travail ou d'études⁵. Le taux est même de 53% chez les employés et de 42% chez les ruraux (tandis qu'il est de 91% chez les cadres supérieurs et de 10% chez les retraités).

On rappellera d'ailleurs, à ce propos, que **les jeunes** sont à la fois **les plus modernistes** des Français (par exemple 63% estiment que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu, contre 42% en moyenne) et, de loin, **les plus attirés** par les nouvelles technologies ; ce sont eux qui les utilisent aussi le plus. Deux exemples : 65% des 18-24 ans sont connectés à Internet chez eux ; et surtout, **67% l'utilisent quasi**

⁴ « La diffusion des technologies de l'information dans la société française », CREDOC, novembre 2006.

⁵ Connexion tous les jours ou 1 à 2 fois par semaine.

quotidiennement, soit à domicile, soit sur leur lieu d'études ou de travail (contre 47% en moyenne). Le taux d'utilisation régulier est même de 83% chez les 12-17 ans ! C'est dire que les jeunes sont totalement conquis et qu'on ne reviendra évidemment pas sur cette « révolution des échanges et du lien social ».

L'attrait que ces nouveaux outils de communication exercent, leur ancrage dans les pratiques quotidiennes, jouent donc déjà un rôle moteur – et ils continueront de plus en plus à l'exercer – **dans les changements de mentalités qui paraissent à l'œuvre dans le pays** : la volonté des Français de faire « bouger » certaines des règles qui les entravent dans leurs comportements privés est manifeste.

Autrement dit – et le décalage est frappant –, nos concitoyens semblent à la fois, d'une part désirer **plus d'ordre** pour le fonctionnement d'une société qui, **collectivement**, les tourmente, leur fait peur et les déprime, et d'autre part paraissent souhaiter **plus de liberté**, moins d'interventionnisme codé, dans leurs relations **individuelles et intimes**.

En guise de conclusion

Exacerbation du pessimisme collectif, enracinement des inquiétudes, tensions acérées sur le pouvoir d'achat, interrogations sur les effets déresponsabilisants de certaines aides sociales ... L'opinion est, en ce début 2007, minée par la morosité, profondément exaspérée par « tout ce qui ne va pas dans le pays ». En un mot, **l'insatisfaction**, déjà très profonde l'an dernier, s'est amplifiée ; le mal-être, incisif, s'est aggravé : en presque trente ans, le mécontentement des Français n'avait atteint qu'une seule fois, en 1997, un tel niveau (voir « *l'Espace des Opinions* » ci-après).

C'est sur le **cumul** des récriminations, sur cette **multiplication** acerbe des ressentiments, sur cet **empilement** des rancœurs que s'appuie, à n'en pas douter, **la demande de changement, intense et irrépressible**, qui taraude aujourd'hui, tenaille presque uniformément toutes les franges du corps social. Car jamais l'expression du désir de **réformes radicales** de la société n'avait été aussi prégnante. Une **impérieuse exigence de changement** travaille la population, aboutissement presque logique, incontournable, du défaitisme lancinant qui engluie l'Hexagone depuis trois à quatre semestres.

Assurément, c'est de loin ce qui marque le plus le pays aujourd'hui, son trait le plus saillant : **l'opinion est en état d'impatience collective**. Elle aspire « à voir les choses bouger », à voir se briser le cours ennuyeux du train-train institutionnel qui l'enserme et la déprime. La demande de mutation profonde de la société est plus que pressante : elle est **péremptoire et généralisée**.

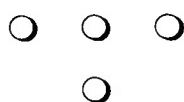
Cet ardent désir de renouveau est tel qu'il **cristallise presque totalement l'attention**, masquant en grande partie l'étendue du malaise actuel. La proximité des élections présidentielles en est certainement la cause première. Car le niveau de « radicalité » de la population, son mécontentement affiché, sa défiance à l'égard des gouvernants auraient pu conduire, comme cela avait été le cas dans le passé, à l'expression de manifestations protestataires plus affirmées, plus démonstratives. L'élection présidentielle joue en quelque sorte **un rôle d'exutoire** – l'exutoire démocratique – à la morosité ambiante. L'impatience collective et le désir de changement n'en sont certainement, en ce premier trimestre 2007, que plus appuyés et plus véhéments.

Mais, à bien y regarder, **la soif de changement est plus aujourd'hui** – beaucoup plus – **l'aboutissement d'un processus de dégradation**, d'affirmation d'un « ras-le-bol » fiévreux, que l'attente de mesures très précises, d'une refondation bien délimitée et réellement définie. En un mot, la population hexagonale veut surtout voir **le cours des choses changer** : l'espoir est plus, pour l'instant, dans le changement lui-même que sur l'orientation qu'on veut donner à ce changement.

Certes, on voit bien apparaître, dans les opinions analysées ici, quelques tendances porteuses de cette attente de renouveau : plus d'ordre et d'autorité dans la société, un peu plus d'interventionnisme étatique en matière économique, un désir que le social ne décourage pas ou ne freine pas l'activité professionnelle ... Mais force est de constater, sur plusieurs de ces points, **l'hésitation** de la population, partagée entre ses attentes et ses craintes : hésitation entre le libéralisme et l'interventionnisme économiques, hésitation entre l'assistance et la responsabilisation, balancement entre la libération des mœurs et l'autoritarisme sociétal ...

En un mot, le corps social est **assailli** – le mot est faible – par l'envie de changement, mais sans bien savoir définir ce qu'il veut changer, ou plutôt sans bien savoir quel sens profond il veut donner à ce changement, même s'il en a peut-être, intérieurement, une esquisse.

L'opinion sait plus, à vrai dire, ce qu'elle ne veut pas (elle ne veut pas que « ça continue comme cela »), qu'elle n'affiche pour l'instant des choix clairs et tranchés. Voilà probablement les raisons de la **volatilité** apparente du corps social : ses hésitations sont fortes. Nous parlions déjà l'an dernier de « *l'écartèlement des Français, tiraillés entre **résignation et revendication*** ». Cette incertitude est toujours présente. Mais une chose est certaine : le renouveau est une façon de refuser la résignation ; c'est aussi la manière d'étancher la revendication. En fait, aujourd'hui, **le changement est précisément l'instrument** – peut-être le seul instrument – **de la restauration de la confiance**.



**Une visualisation de l'état de l'opinion
au début 2007**

Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2007

Réalisée depuis vingt-neuf ans, l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'état de l'opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables sont, chaque année, sélectionnées pour définir ce que l'on peut appeler « **l'Espace Général des Opinions des Français** »¹. Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perceptions et d'opinions**. Il s'agit d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget, ...) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période², *l'Espace Général des Opinions des Français*. Cette construction permet d'observer à la fois :

- * La trajectoire suivie dans cet Espace par **l'ensemble** de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 2007.
- * La façon dont les différents **groupes socio-démographiques** se situent dans cet Espace à chaque période d'enquêtes, et surtout ces six dernières années.

¹ Voir notamment les notes de conjoncture des cinq dernières années. On trouvera la liste des variables retenues page 74 ci-après.

² Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir « *L'Espace des Opinions des Français – 19 ans d'observations* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, Octobre 1998. Celle-ci se confirme également cette année.

Cette visualisation met en évidence **un double constat** :

1. **Le début 2007 se caractérise par la poursuite de la progression de l'insatisfaction.** Ce mouvement négatif, engagé il y a cinq ans, s'est accéléré en 2005, lors du basculement du pays du « mauvais côté » de l'Espace. **2007 vient confirmer la poussée du mécontentement** de l'an dernier. En douze mois, rien ne s'est « arrangé » : le point 2007 atteint le **même niveau record d'insatisfaction** qu'en 1997, point culminant du mal-être collectif depuis le début de nos observations. La plongée vers la morosité ayant affecté quasiment tous les groupes l'an dernier, le début 2007 est **la confirmation et l'amplification de ce mouvement**, avec seulement deux corrections : l'insatisfaction a légèrement reculé chez les Franciliens et les employés, qui gardent néanmoins leur place à gauche de l'Espace, dans la zone du mal-être.

L'inflexion négative tient à la **conjonction** des différents éléments mis en évidence dans les pages précédentes : enracinement du pessimisme à l'égard du niveau de vie de l'ensemble des Français, montée des tensions sur les revenus individuels, progression record de la demande de réformes radicales ou des critiques institutionnelles ... Rappelons que l'indicateur d'inquiétudes lui-même ne figure pas historiquement dans les variables retenues pour élaborer l'Espace Général des Opinions³.

2. **Le « modernisme » des Français atteint parallèlement son niveau de loin le plus élevé depuis vingt-neuf ans.** De profondes inflexions concernant les mœurs sont en effet intervenues, traduction d'une « ouverture nouvelle », notamment mais pas seulement, en matière de travail féminin ou de mariage (*cf.* ci-dessus).

Ce mouvement de modernité a quasiment affecté **tous** les groupes sociaux. Mais il a été « tiré » par une poussée dans les groupes les plus traditionalistes : retraités, habitants de communes rurales, non-diplômés, voire ouvriers. Cela a également concerné les travailleurs indépendants ou les revenus moyens et hauts.

Enfin, **2007 est assurément l'année des extrêmes : record d'insatisfaction, record de modernisme en matière de mœurs.** Ce paradoxe apparent a déjà été évoqué dans les pages précédentes.

³ Les questions sur les inquiétudes n'ont, en effet, été insérées dans l'enquête qu'au début 1982.

1. L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2007)

Les seize variables actives présentées en fin de document contribuent à la construction de « l'Espace Général des Opinions des Français »⁴.

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages « **satisfaction/insatisfaction** » et « **modernisme/traditionalisme** » (Graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

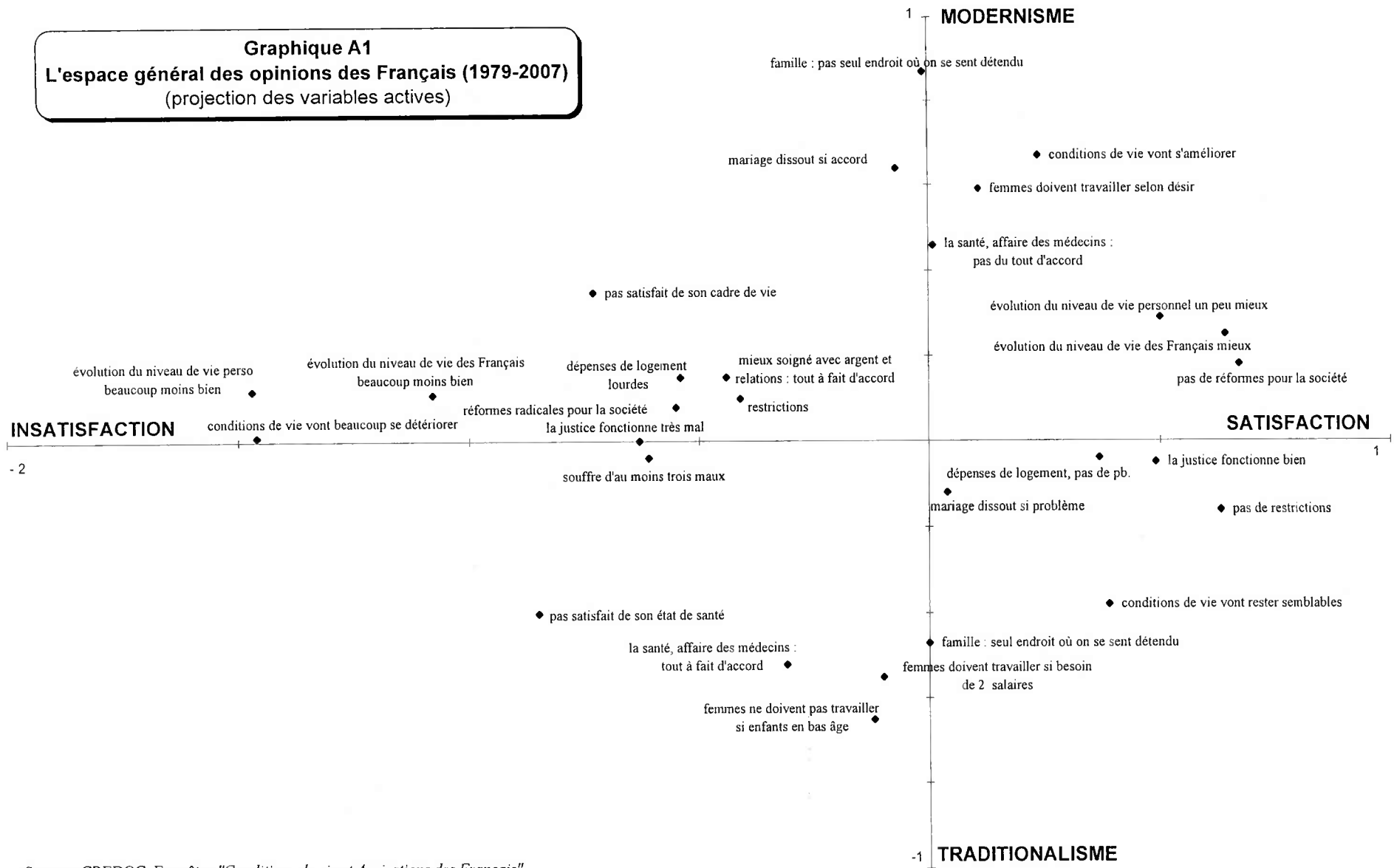
Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. **Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.**

Ainsi, à gauche de la carte (Graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

A l'opposé (à droite du Graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

⁴ Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 58 000 individus (vingt-neuf vagues d'enquêtes).

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1979-2007)
 (projection des variables actives)



Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

Le **deuxième axe**, dont le contenu se résumait, jusqu'à ces dernières années, à l'opposition « modernisme-traditionalisme » en matière de mœurs, se détermine d'abord à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

Au Nord du graphique, se projettent les individus ayant des opinions dites « modernistes » en matière de mœurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient pouvoir travailler quand elles le désirent.

Mais on observe également que figurent au Nord les individus les plus confiants envers leurs conditions de vie prochaines : cette variable, représentative d'une confiance certaine envers l'avenir, **exerce davantage d'influence depuis sept ans. Le modernisme en matière de mœurs s'accompagne donc d'une confiance plus accentuée envers le futur, d'une foi relative en l'avenir.**

A l'inverse, au Sud du graphique, on trouve les « traditionalistes », qui estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou qu'elles ne doivent le faire que si la famille n'arrive pas à vivre avec un seul salaire.

2. L'évolution, sur vingt-neuf ans, des opinions de l'ensemble de la population française. La situation au début 2007

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable « année d'enquête » permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population depuis le début 1979 (Graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, **de nombreux revirements et inflexions**. Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (début 1979 et début 2007), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par un **plus grand modernisme**, et une **montée de l'insatisfaction**.

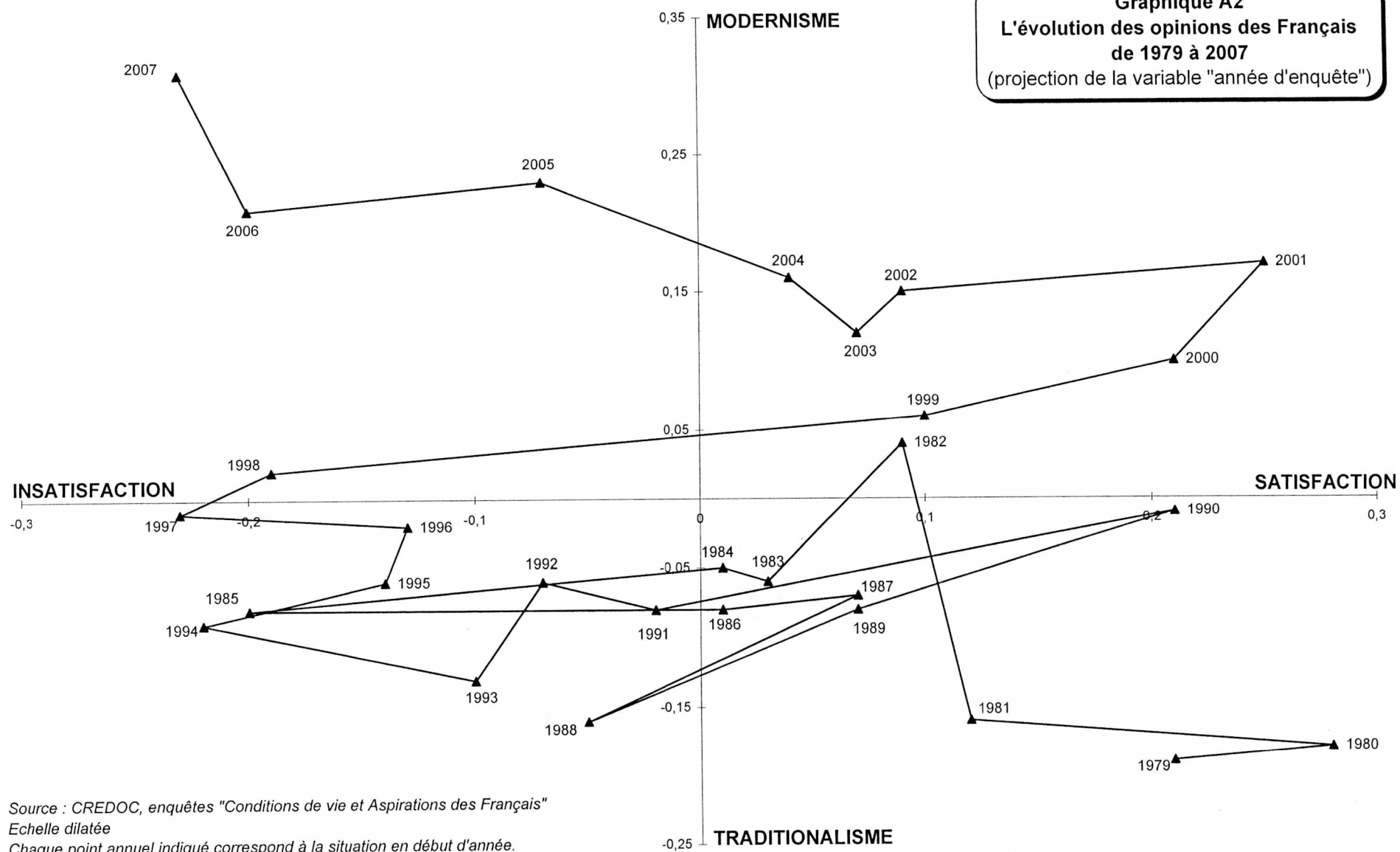
Nous avons déjà repéré **neuf grandes phases** sur l'ensemble de la période⁵. Peut-être peut-on se contenter de porter notre attention sur les deux dernières grandes étapes, après l'insatisfaction record de 1997 (Graphique A2) :

- **De 1998 à 2001**, la diminution considérable du mal-être des Français les a conduits à traverser de part en part « l'Espace des Opinions » : au début 2001, ils étaient revenus dans la partie Nord de la zone du **contentement**, celle qui est teintée d'un fort modernisme.
- **Depuis 2002**, nous sommes entrés dans une nouvelle phase, caractérisée par **une progression continue de l'insatisfaction**. Le point 2004 se situait assez près de la « frontière » séparant le contentement de la frustration, mais il ne l'avait pas encore franchie. Cela a été fait **au début 2005 ; la phase d'accélération du mécontentement s'est poursuivie en 2006**. Le malaise s'est même **consolidé** cette année, s'est « enraciné », avons-nous écrit. En fait, le point « moyen » 2007 est révélateur de **la crise de confiance collective qui étreint le pays depuis deux ans** : sa projection, très à gauche de l'Espace, traduit un niveau de mécontentement record, identique à celui de 1997. Ce mouvement referme en quelque sorte une longue période de neuf années, qui avait notamment culminé en 2001 avec, chez les ménages, un moral extraordinaire.

A l'image du point « moyen », **la plupart des catégories socio-démographiques ont continué cette année à se déplacer vers la gauche du graphique**, signe de l'ancrage de leurs frustrations. Seuls les employés et les Franciliens ont opéré un redressement relatif, tout en restant très insatisfaits : contrairement à la tendance générale, dans ces

⁵ Voir les notes de conjoncture précédentes.

Graphique A2
L'évolution des opinions des Français
de 1979 à 2007
(projection de la variable "année d'enquête")



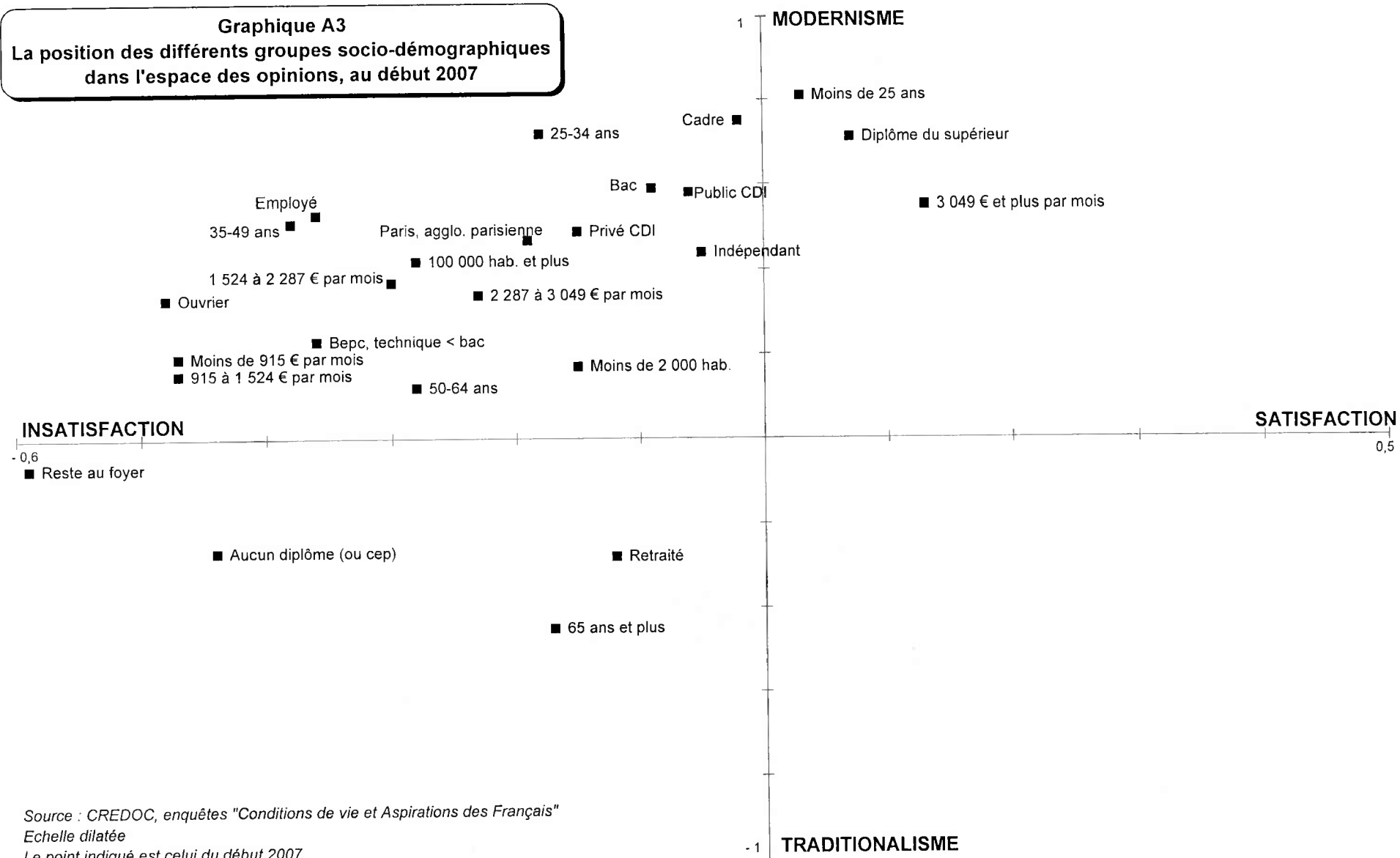
deux groupes, le moral personnel – à l'égard de ses propres revenus – s'est un peu amélioré ces douze derniers mois (*cf.* Tableau 9 ci-dessus).

La progression du « modernisme », quant à elle, a été quasi généralisée. Le mouvement a cependant été un peu plus accentué encore dans certaines des catégories habituellement les plus « traditionalistes » : retraités, ruraux, non-diplômés. Il reste que la montée de la modernité s'observe également chez les ouvriers, les travailleurs indépendants ou les revenus supérieurs à 1 500 euros mensuels. Répétons-le, **jamais le modernisme en matière de mœurs n'avait été aussi élevé dans la société française.** C'est la poursuite d'un mouvement engagé depuis trois ans déjà.

Si on neutralise l'évolution qui a pu intervenir ces derniers mois et qu'on ne s'intéresse qu'à la situation d'aujourd'hui, celle de ce début 2007, on peut faire **trois constats principaux** sur les positions respectives des différents groupes socio-démographiques (Graphique A3) :

- * **La zone « Nord-Est »** de l'Espace est celle où l'on est **satisfait et moderniste**. Seules trois catégories y figurent encore aujourd'hui. Ne sont donc pas totalement touchés par la morosité ambiante : les moins de 25 ans, les diplômés du supérieur et les hauts revenus.
- * **La zone « Nord-Ouest »**, celle de l'insatisfaction et du modernisme, est très peuplée : **l'essentiel de la population hexagonale y figure**, signe de l'étendue de la désillusion qui affecte le pays. Tous ces groupes étaient déjà présents dans cette même zone l'an dernier.
- * Le mécontentement ne touche pas que des « modernistes » en matière de mœurs (**cadran « Sud-Ouest »**). **Même les plus traditionalistes des Français sont insatisfaits** : cela concerne aussi bien les femmes au foyer que les non-diplômés et les retraités (ou les plus de 65 ans). En fait, depuis deux ans, plus aucune catégorie ne figure dans la **zone « Sud-Est »**, celle des traditionalistes satisfaits.

Graphique A3
La position des différents groupes socio-démographiques dans l'espace des opinions, au début 2007



3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de **l'ensemble** de la population depuis 1979, on peut visualiser **celle de chacune des principales catégories socio-démographiques** sur les vingt-neuf dernières années. Nous avons cependant fait le choix, **par souci de lisibilité**, de ne présenter ici que les évolutions intervenues **depuis 2001**.

Cinq critères ont été retenus, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles : ils concernent la Profession-Catégorie-Sociale des enquêtés, leur âge, leur localisation géographique, leurs niveaux de diplômes et de revenus.

En tout état de cause, un constat domine : les évolutions catégorielles ont cette année presque toutes suivi **la même direction** que celle mise en évidence pour l'ensemble de la population : **progression de l'insatisfaction, montée du modernisme**, même si quelques rares groupes se singularisent.

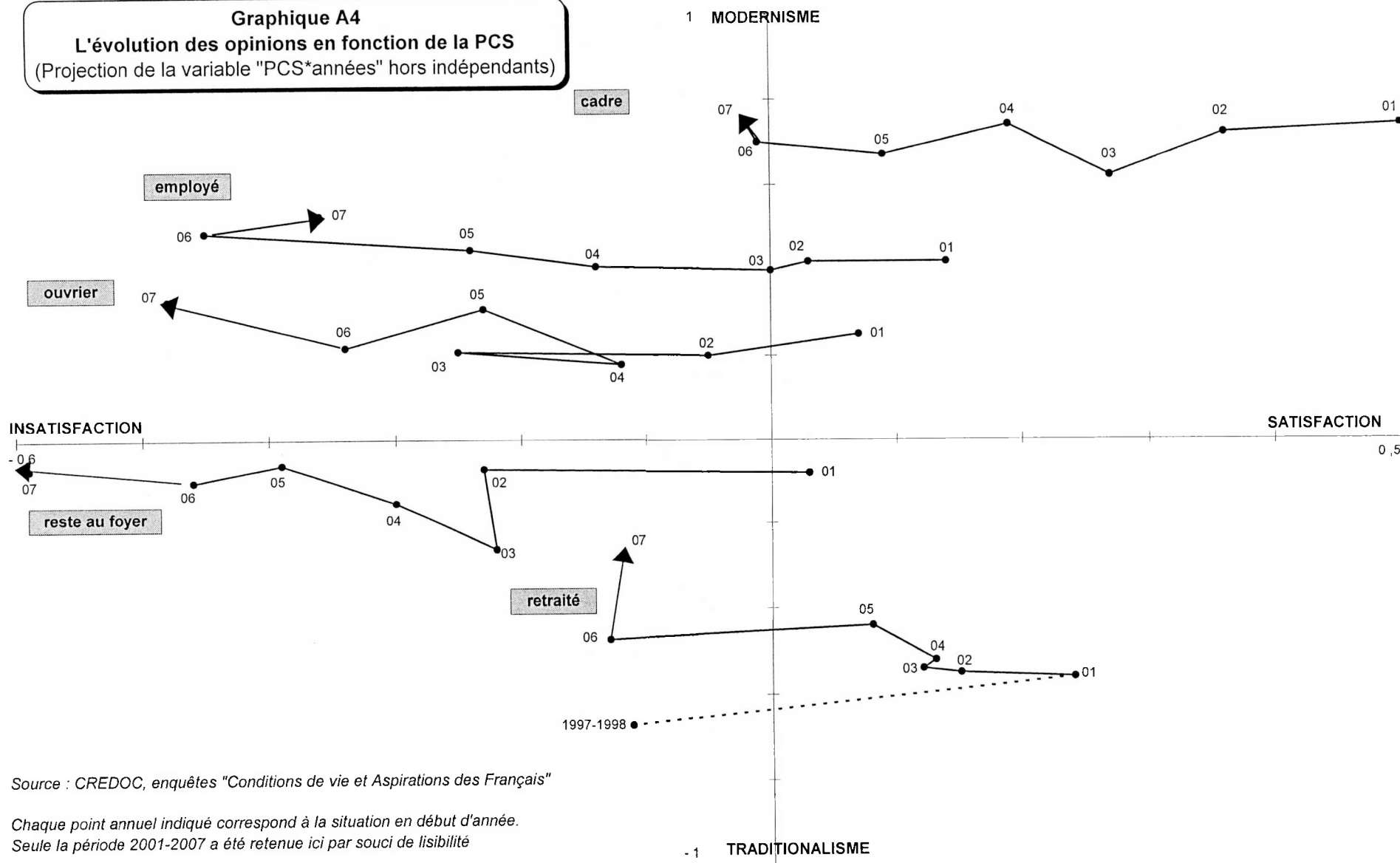
A - Analyse par profession-catégorie sociale (Graphiques A4 et A4 bis)

L'analyse par PCS met en évidence que les différents groupes se positionnent de manière distincte dans « l'Espace des Opinions ». Les cadres, les employés, les travailleurs indépendants et les ouvriers sont les plus modernistes. Les femmes au foyer, puis de façon plus accentuée, les retraités, sont plus traditionalistes.

Le cheminement vers le mécontentement a été très marqué cette année :

- **Chez les femmes au foyer** : celles-ci continuent à culminer au plus haut de l'insatisfaction (projection à l'extrême gauche de l'Espace). Voilà déjà quatre ans qu'elles constituent le groupe le plus mécontent de la société française. En tout cas, cette catégorie est une des seules qui, ces douze derniers mois, a infléchi négativement ses jugements sur sa situation **à venir** : 44% des femmes au foyer pensent que leurs conditions de vie vont se détériorer dans les cinq années prochaines (+ 12 points en un an, alors qu'en moyenne les opinions sur ce sujet n'ont pas évolué depuis janvier 2006).

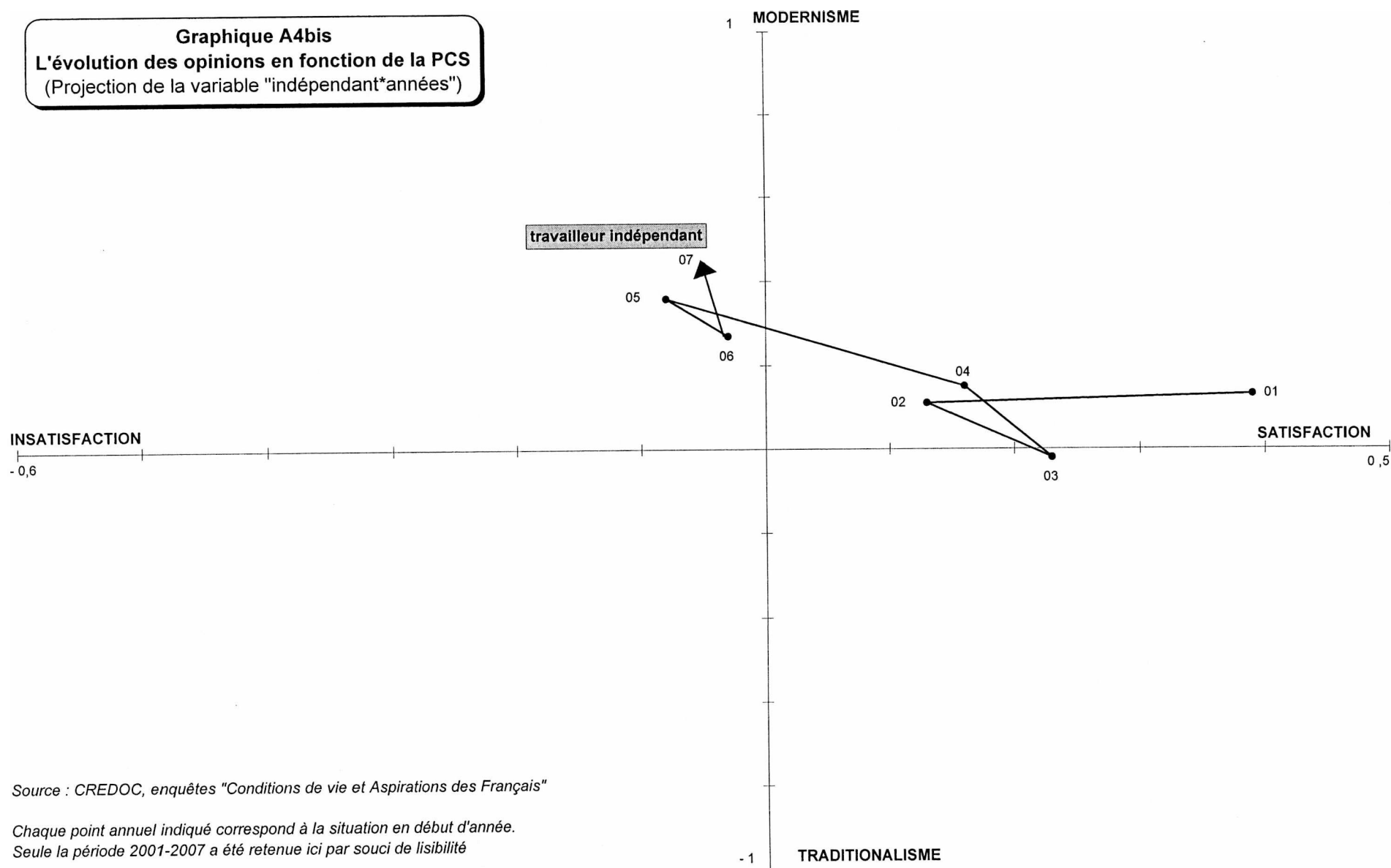
Graphique A4
L'évolution des opinions en fonction de la PCS
(Projection de la variable "PCS*années" hors indépendants)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2001-2007 a été retenue ici par souci de lisibilité

Graphique A4bis
L'évolution des opinions en fonction de la PCS
 (Projection de la variable "indépendant*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Seule la période 2001-2007 a été retenue ici par souci de lisibilité

- **Chez les ouvriers** : leur désillusion personnelle s'est sérieusement renforcée. Ainsi, 53% estiment que leur propre niveau de vie se dégrade (+ 8 points cette année). Parallèlement, le désir de réformer radicalement la société française est maintenant partagé par 46% d'entre eux (contre 37% en moyenne).

Chez **les cadres**, chez **les retraités** et chez **les travailleurs indépendants**⁶, la situation a, ces douze derniers mois, surtout évolué en matière de mœurs, avec une progression certaine de la modernité, plus accentuée chez les plus âgés d'entre eux. Mais **leur mécontentement est toujours présent**.

Seuls les **employés** ont connu, avec la progression de leur modernisme, une atténuation – toute relative – de leurs tourments ; leurs pronostics en matière d'évolution de leurs propres revenus se sont en effet améliorés : 44% portent sur ce point des jugements négatifs, contre 50% l'an dernier. Mais leur appréciation sur le niveau de vie de l'ensemble des Français ne s'est guère valorisée : 81% pensent que celui-ci se détériore.

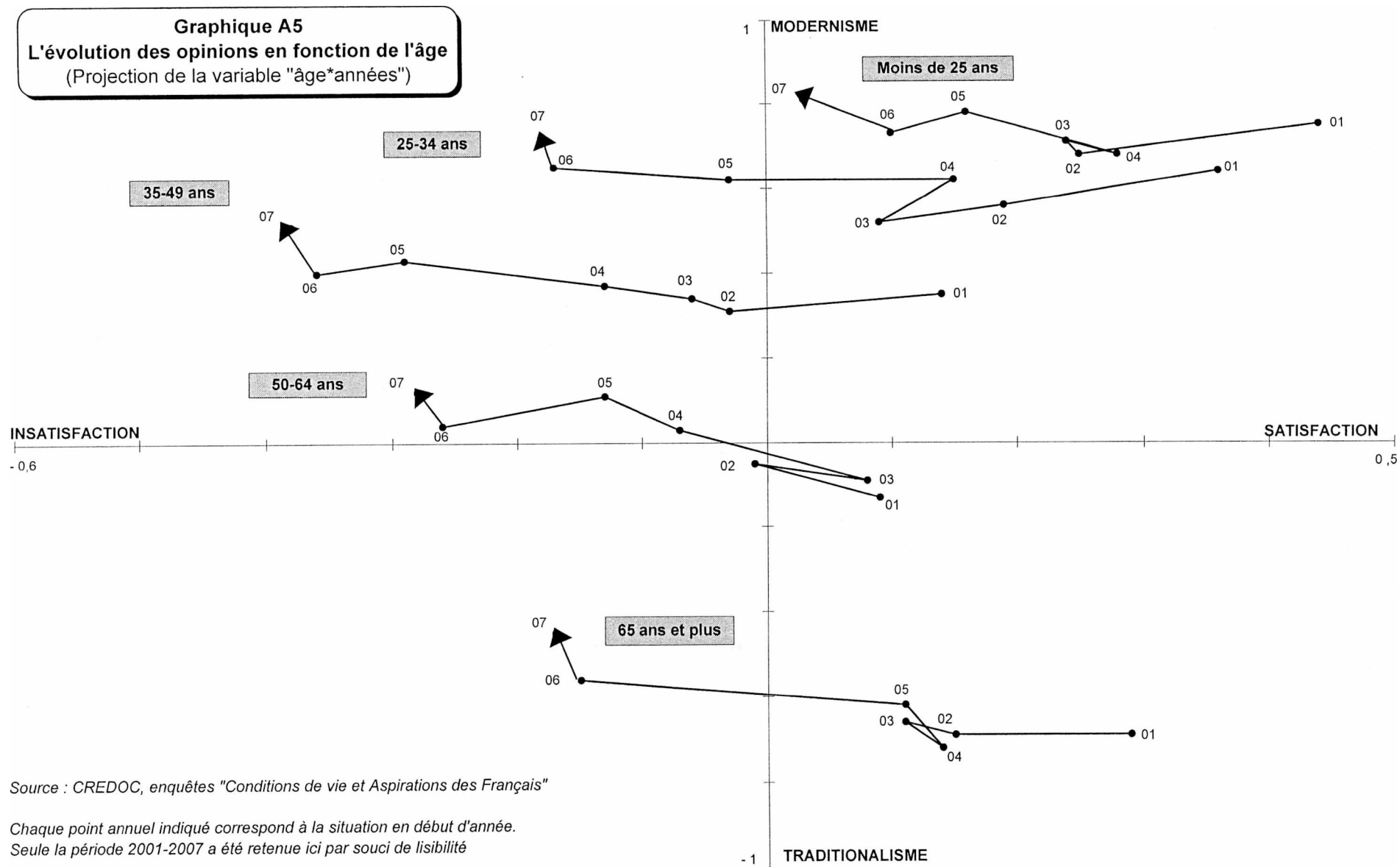
B - Analyse en fonction de l'âge (Graphique A5)

Dans tous les groupes d'âge, on observe à la fois **une progression du mécontentement** et **une montée du modernisme**.

C'est chez les **moins de 25 ans** que la poussée vers l'insatisfaction a été la plus nette cette année. Mais il sont les seuls à figurer encore – de justesse – dans la partie droite de l'Espace (le « cadran du contentement »).

Quant aux **plus de 65 ans**, c'est chez eux (mais aussi chez les 35-49 ans) que l'avancée du modernisme a été, cette année, la plus saillante : 52% d'entre eux (+ 11 points depuis janvier 2006) acceptent l'idée du libre choix des femmes de travailler ; c'est la première fois depuis vingt-neuf ans que cette idée est majoritaire chez les plus de 65 ans. Mais on remarquera aussi que la baisse du moral des gens âgés, spectaculaire l'an dernier, se confirme : ils restent cette année au cœur de la « zone rouge du mécontentement », là où ils avaient été projetés l'an dernier. Faut-il rappeler que 34% d'entre eux souhaitent des réformes radicales de la société et que 55% estiment que leurs propres revenus se dégradent (48% en moyenne).

⁶ La projection des indépendants dans l'Espace des Opinions figure au Graphique A4 bis. Ce choix a été fait uniquement pour améliorer la lisibilité et éviter des chevauchements avec d'autres trajectoires.



C - Analyse en fonction de la taille d'agglomération de résidence (Graphique A6)

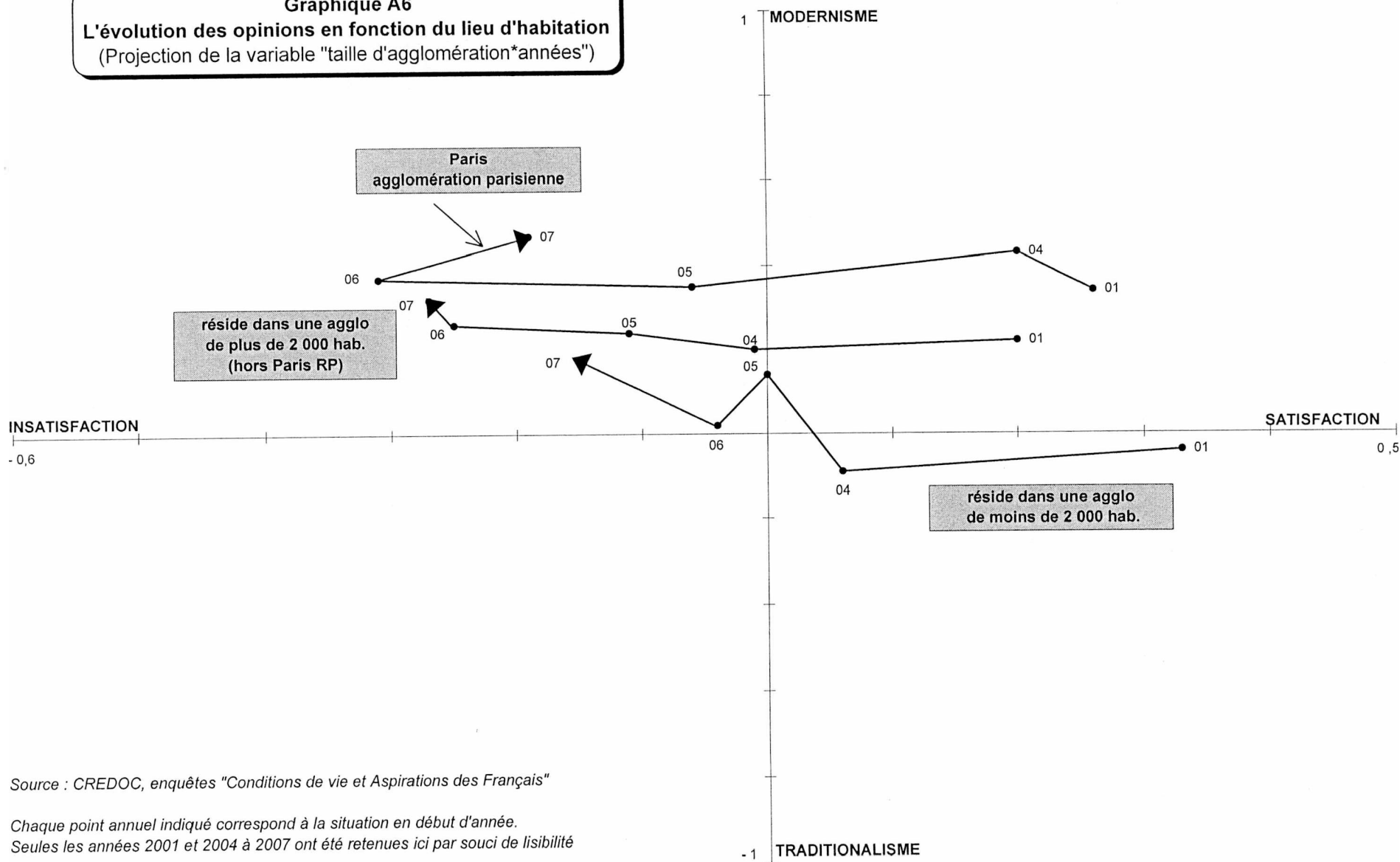
Si la **montée de l'insatisfaction a été nette en province**, aussi bien dans les communes rurales que dans les autres agglomérations, on observe une diminution du mécontentement **chez les habitants de Paris et de l'agglomération parisienne**. Cette baisse est plus accentuée que celle observée chez les employés.

Il faut dire que les Franciliens, totalement à contre-courant, expriment moins cette année de demandes de réformes radicales : 33% le font (- 3 points en douze mois), contre 37% en moyenne. Mais surtout, ils sont moins nombreux à croire aussi bien à une détérioration de leurs propres revenus (44%, - 5 points), qu'à une dégradation du niveau de vie de **l'ensemble** de la population (- 6 points).

Par contre, le modernisme en matière de mœurs a crû partout, et surtout **chez les habitants de communes de moins de 2 000 habitants** : 51% des ruraux acceptent maintenant l'idée de la dissolution du mariage par simple accord des parties (+ 5 points cette année) et 69% sont favorables au travail féminin (+ 11 points en un an).

En fait, **le mouvement de convergence des attitudes en fonction de la taille d'agglomération, déjà constaté ces dernières années, se poursuit à bonne allure.**

Graphique A6
L'évolution des opinions en fonction du lieu d'habitation
(Projection de la variable "taille d'agglomération*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seules les années 2001 et 2004 à 2007 ont été retenues ici par souci de lisibilité

D - Analyse en fonction des revenus (Graphique A7).

La progression du mécontentement a été, ces douze derniers mois, très sensible chez **les revenus moyens-hauts** (de 1 500 euros à 3 100 euros mensuels). La montée du modernisme a également touché en priorité ces groupes, comme les ménages les plus aisés.

Par contre, **le malaise s'est totalement enraciné dans les foyers aux bas revenus** (inférieurs à 1 500 euros/mois) : les changements ont été là très faibles, aussi bien en termes d'insatisfaction que de modernisme. Les deux groupes du bas de l'échelle se projettent en effet toujours dans « la zone noire des récriminations » (à l'extrême gauche), sans grandes variations par rapport au début 2006.

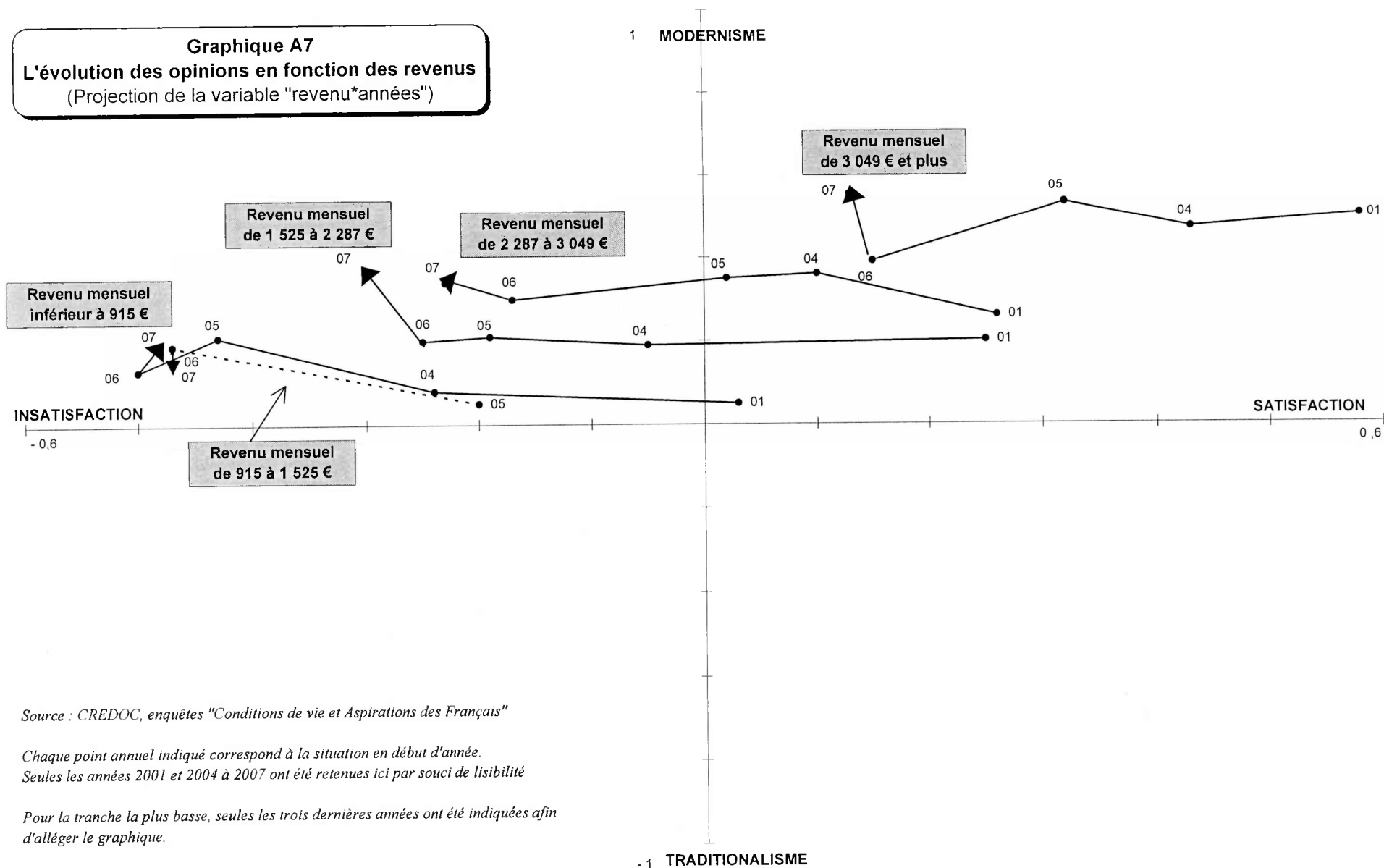
E - Analyse en fonction du niveau de formation (Graphique A8)

Dernier élément de l'analyse graphique : c'est entre diplômés du supérieur et non-diplômés que le degré de modernisme connaît les plus gros écarts. Il reste que ces douze derniers mois, la modernité s'est surtout accrue chez les non-diplômés, même s'ils restent encore « traditionalistes » (projection dans la zone située au Sud).

D'autre part, **plus on est diplômé et moins on est mécontent**. Mais encore une fois, on observe que l'insatisfaction a progressé partout cette année, **sauf** chez les diplômés du supérieur.

En un mot, **les diplômés n'ont guère bougé en un an dans l'Espace des Opinions** (une certaine sérénité tranquille !). Par contre, dans tous les autres groupes, il y eu poussée du mécontentement et essor du modernisme.

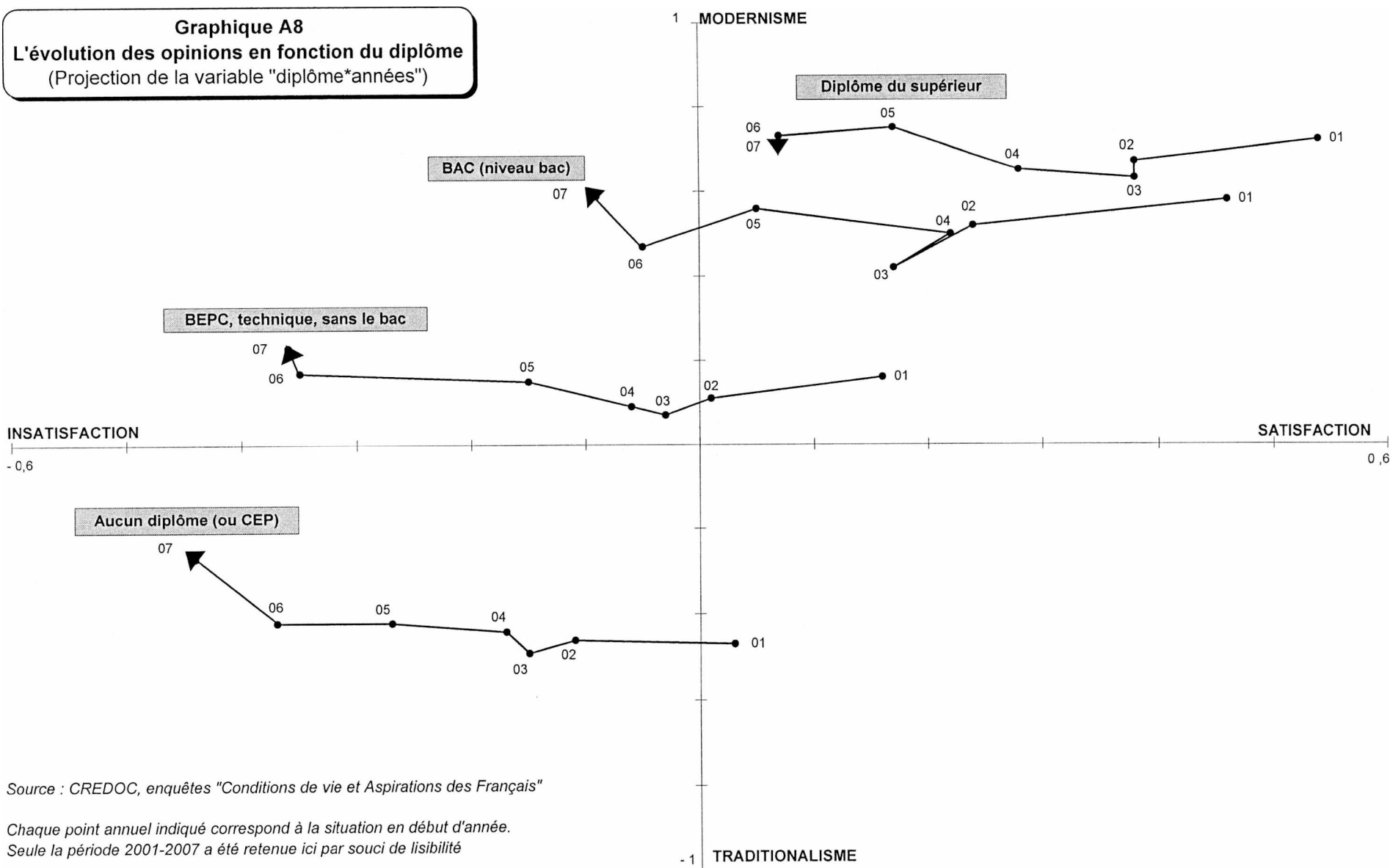
Graphique A7
L'évolution des opinions en fonction des revenus
 (Projection de la variable "revenu*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
 Seules les années 2001 et 2004 à 2007 ont été retenues ici par souci de lisibilité

Pour la tranche la plus basse, seules les trois dernières années ont été indiquées afin d'alléger le graphique.



Au total, si l'on résume l'ensemble de ces données, **trois enseignements principaux** se dégagent :

1. Les groupes ayant connu, entre janvier 2006 et le début 2007, **la plus forte progression de l'insatisfaction** sont, dans l'ordre⁷ :

- Les ouvriers.
- Les femmes au foyer.
- Les habitants de petites communes (moins de 2 000 habitants).

Seuls les Franciliens et les employés ont vraiment évolué à contre-courant. **Autrement dit, la plupart des groupes ont continué à s'enfoncer dans le mal-être déjà présent l'an dernier.**

2. **Au total, les plus insatisfaits des Français** sont aujourd'hui dans l'ordre⁷ :

- Les femmes au foyer.
- Les ouvriers.
- Les titulaires de bas revenus (moins de 1 500 euros/mois).
- Les non-diplômés.
- Les 35-49 ans.

La liste n'a pas fondamentalement évolué depuis l'an dernier.

3. Enfin, **la progression du modernisme** a été, cette année, la plus marquante, dans l'ordre, chez⁷ :

- Les retraités.
- Les travailleurs indépendants.
- Les titulaires de revenus de 1 500 à 2 300 euros/mois, voire ceux de plus de 3 100 euros.
- Les habitants de petites communes (2 000 habitants et moins).
- Les non-diplômés.

⁷ Classement élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie, soit sur l'Axe de « satisfaction/insatisfaction », soit sur l'axe de « modernisme/traditionalisme ».

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement (arrive à y faire face ou pas).
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société (réformes radicales ou non).
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

* * *

*

